Jeune Chambre Economique Française
INCUBATEUR DE LEADERS CITOYENS

Livre Blanc

La francophonie : enquête, état des lieux, propositions d'actions pour développer les solidarités et les liens entre francophones

Par Baptiste STIPA
Jeune Chambre Économique Française
2023

INCUBATEUR DE LEADERS CITOYENS

Association loi 1901 – Reconnue d'utilité publique
SIEGE SOCIAL 9-11 rue Alasseur 75015 - +33 (01) 53 58 52 50
www.jcef.asso.fr

INCUBATEUR DE LEADERS CITOYENS

www.jcef.asso.fr

Sommaire

SOMMAIRE 2
REMERCIEMENTS 4
LA JEUNE CHAMBRE ÉCONOMIQUE FRANÇAISE, LA JEUNE CHAMBRE INTERNATIONALE : C'EST QUOI ? – PAR THOMAS GUEST 5
INTRODUCTION METHODOLOGIQUE ET VISION 6

INTRODUCTION GENERALE 9

ORIGINE DU MOT FRANCOPHONIE 10
LES « PAYS FRANCOPHONES » 10
LES INDIVIDUS FRANCOPHONES 14
AUTRES DEFINITIONS 16
HISTOIRE DE LA FRANCOPHONIE 18
PORTEE DE LA FRANCOPHONIE 21

ÉTAT DES LIEUX DE LA FRANCOPHONIE 24

DERRIERE LE MOT « FRANCOPHONIE » 25
LES DIFFERENTES FRANCOPHONIES (CULTURELLE, ECONOMIQUE, INSTITUTIONNELLE) 25
La Francophonie institutionnelle 25
La Francophonie Culturelle 31
La Francophonie économique 34
Autres types de Francophonie 40
LES ACTEURS DE LA FRANCOPHONIE (LES ÉTATS, LES ORGANISATIONS, LES FRANCOPHONES), LEURS VISIONS ET LES ACTIONS. 41
Acteurs de la Francophonie 41
Les pays francophones 41
Les Organisations Internationales et JCI 45
Les associations Francophones 49
QUI SONT LES FRANCOPHONES ? 52
L'AVENIR DE LA FRANCOPHONIE 58
LES ATTENTES FRANCOPHONES POUR L'AVENIR 58
Les attentes des jeunes 59
Les attentes des Jaycees 64

PROPOSITIONS D'ACTIONS POUR UN RESEAU JCI FRANCOPHONE INFLUENT ET SOLIDAIRE 68

LE ROLE QUE NOUS DEVONS AVOIR, LES LIMITES QUE NOUS DEVONS RESPECTER, LES OBJECTIFS DE L'ACTION FRANCOPHONE 69
LES CHAMPS D'ACTIONS 71

INCUBATEUR DE LEADERS CITOYENS
www.jcef.asso.fr

NOS PROPOSITIONS **76**
ACTION POUR LA CULTURE 76
Création d'un programme d'échange culturel semi-physique et semi-virtuel, semi-individuel et semi-collectif avec une diffusion pour tous les membres et au-delà ! 77
Les types d'échanges possibles entre les membres de chaque pays : 80
Les échanges anonymes 80
Les échanges par binôme 80
Les échanges tous réunis 82
Effets escomptés et remarques 83
ACTIONS POUR L'ECOSYSTEME FRANCOPHONE ECONOMIQUE 83
Création Inter-réseau économique francophone 85
Forum International des leaders francophones 89
Les programmes de soutien 91
Les événements annexes pour un événement mondial « fully-funded » 91
La revue des acteurs économiques de la francophonie, la revue/annuaire du réseau 93
Concours d'incubation de start-up 94
Effets escomptés et remarques 96
ACTIONS POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE 96
Création d'un concours de la form'action écologique internationale entre des binômes d'organisations nationales et leurs jeunesses : Concours JCI Jeune Colibri 98
Effets escomptés et remarques 102

CONCLUSION, SYNTHESE ET REMARQUES **104**

VISION ET PRIORITE JCEF DE L'AVENIR FRANCOPHONE – PAR ANNE LAURE PAYET **109**

BIBLIOGRAPHIE **110**

ENTRETIENS **114**

ANNEXE **115**

NOTRE LISTE DE PAYS FRANCOPHONES **115**
NOTRE LISTE DE PAYS JCI **1**
NOTRE LISTE DE PAYS FRANCOPHONES JCI **2**
NOTRE LISTE DE PAYS JCI FRANCOPHONE CONSULTES **2**
QUESTION DU QUESTIONNAIRE « COMPREHENSION DES POSITIONNEMENTS STRATEGIQUES INTERNATIONAUX JCI » **2**
RESULTAT DE LA CONSULTATION **3**
QUELQUES CARTES **7**

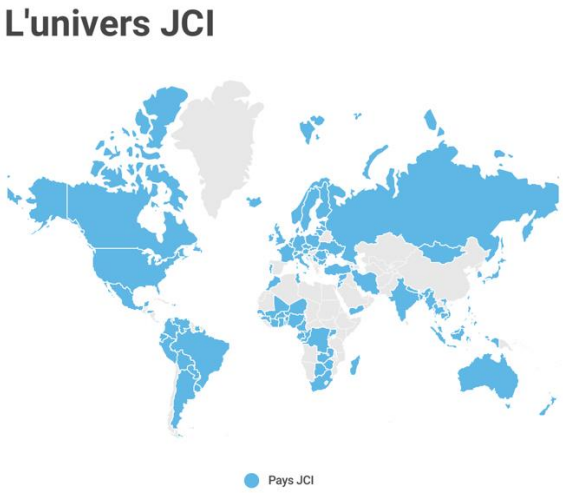
Remerciements

Je suis ravi d'avoir pu travailler avec l'équipe de la Jeune Chambre Économique Française pendant ces dernières semaines et d'avoir pu découvrir de l'intérieur l'écosystème incroyable de la *Jeune Chambre*. Je tiens à remercier tous les bénévoles, formateurs, sénateurs, chargés de missions et administrateurs que j'ai rencontrés pour leur bienveillance et le temps qu'ils m'ont accordé. Un grand merci à toutes les personnes avec lesquelles j'ai pu échanger par e-mail, appel téléphonique ou visioconférence. Merci pour vos conseils, vos orientations et les réponses que vous m'avez apportées à chaque fois que j'en avais besoin ! Je remercie également toutes les personnes qui ont relu, commenté et corrigé ce rapport pour le rendre plus clair et pertinent. Je souhaite exprimer ma gratitude à Anne-Laure Halphen et Anne-Laure Payet pour leur suivi quotidien lors de l'écriture de ce rapport. Enfin, je tiens à remercier ceux d'entre vous qui s'apprêtent à lire ces quelques pages. J'espère que ces recherches vous inspireront et vous aideront à réaliser de grandes choses.

Baptiste STIPA

La Jeune Chambre Économique Française, la Jeune Chambre Internationale : c'est quoi ? – Par Thomas Guest

La Jeune Chambre Internationale est une organisation internationale présente dans plus de 100 pays rassemblant plus de 200 000 membres de 18 à 40 ans. Son rôle est de former les jeunes leaders du monde d'aujourd'hui et de demain, de lutter pour la paix, le développement durable, la justice, la solidarité internationale et la fraternité. La Jeune Chambre Internationale a 4 langues officielles : l'anglais, le français, l'espagnol, le japonais. Dans le cadre des rassemblements internationaux l'anglais est la langue la plus parlée.



Introduction méthodologique et vision

«Umoja Ni Nguvu, Utengano Ni Udhaifu»[1]. Cette citation de la langue africaine swahili nous permet de dédier cette enquête à l'idée de collaboration, essentielle pour rendre notre monde meilleur et atteindre nos objectifs à l'échelle mondiale. La collaboration est à la fois à la racine de toutes les actions de la Jeune Chambre Internationale, « ne pas réinventer la roue », et à la fondation des organisations internationales telles que l'Organisation Internationale de la Francophonie (ci-après OIF). Si notre étude commence à partir de ce point, il s'agira ici d'identifier les leviers d'action sur lesquels la collaboration pourrait être plus efficiente et sur lesquels nous pouvons travailler ensemble, tout en étudiant également les domaines où il n'est pas nécessaire de concentrer des ressources importantes. Cette étude est réalisée pour l'espace Francophone que nous tâcherons de définir au mieux dans ses spécificités, ses dimensions géographiques, sémantiques ou dans ses différences et ses points communs.

[1] *Proverbe Swahili vers l'anglais puis le français : L'unité est une force, l'isolation une faiblesse*

Afin de commencer ces recherches, notre première étape fut de se poser la question « Qu'est-ce que les Francophones veulent savoir sur la Francophonie ? ». Afin d'obtenir ces questionnements, nous avons utilisé l'outil AnswerThePublic.com qui permet d'obtenir toutes les questions posées sur internet en lien à un mot. Dans notre cas, les termes furent : Francophonie, Francophone, Français. Les résultats nous ont communiqué les informations nécessaires pour commencer notre état des lieux. Les francophones veulent savoir :

- Qu'est-ce que la Francophonie (TV5 Monde, Littérature, en 2022) ?
- Qui dirige la Francophonie ?
- Comment la Francophonie constitue une identité collective ?
- Où la Francophonie est-elle influente (Canada, Liban, Vietnam, Madagascar …) ?

Les réponses à ces questions permettent de comprendre que les Francophones connaissent très peu « la Francophonie institutionnelle » et son action, il conviendra donc de présenter :

- Les acteurs de la Francophonie ou plutôt des Francophonies.
- Une définition claire de la Francophonie dans ce qu'elle est à une échelle individuelle et collective, pour comprendre ce que c'est « d'être francophone ».
- Les sources de l'influence « Francophone » et leur rôle dans son déploiement.
- Une étude de l'impact géographique de la Francophonie pour comprendre où elle agit.

Ce livre blanc a pour objectif de réaliser les 2 premières étapes de la méthodologie de projet de la Jeune Chambre Economique que sont l'enquête et l'analyse. Dans ce cadre, il nous a été donné comme sujet originel :

- « La francophonie : enquête, état des lieux, propositions d'actions pour développer l'influence francophone dans le monde. »

Cet intitulé fut donc la base sur laquelle nos recherches débutèrent. La question de l'influence francophone est une question intéressante, toutefois au cours de l'analyse des données existantes et au vu des projections de développement de l'espace francophone notamment d'un point de vue démographique, il a semblé exagéré de consacrer une étude entière à cette question et plus approprié de réfléchir sur les moyens de faire de tous les francophones de futurs citoyens engagés et solidaires les uns des autres. Après concertation, le sujet ayant donc été modifié pour mieux ressembler à la situation actuelle de la population francophone, nous nous attacherons à répondre au sujet :

- « la francophonie : enquête, état des lieux, propositions d'actions pour développer les solidarités et les liens entre francophones ».

Introduction Générale

Origine du mot Francophonie

Nous devons le terme « Francophonie » au géographe français Onésime Reclus, qui l'a utilisé pour la première fois dans son ouvrage « France, Algérie et colonies » paru en 1886. À l'origine, le terme « Francophonie » désignait pour lui « l'ensemble des personnes et des pays utilisant le français ». La Francophonie possède de multiples définitions, englobant des dimensions linguistiques, institutionnelles, culturelles, etc. À partir de la définition d'Onésime Reclus, nous pouvons retenir un premier élément : il existe une différence entre l'idée de « pays francophones » et celle d' « individus francophones ».

Les « pays francophones »

Le titre de « pays francophone » peut désigner les pays dont la langue officielle est le français (13 pays), ainsi que les pays où la langue est officielle ou co-officielle (29 pays). La Francophonie peut également désigner l'ensemble des pays utilisant le français comme langue officielle, co-officielle ou lorsqu'elle est parlée de manière substantielle (par plus de 20% de la population), regroupant ainsi 36 pays sous l'expression d'« espace linguistique francophone »[2]. Cependant, cette définition des pays francophones reste encore trop restrictive, car elle exclut les pays qui s'engagent de manière significative en faveur des valeurs francophones et de la diffusion de la langue, et qui pourraient contribuer à la collaboration au sein de l'espace francophone dans le cadre d'actions globales.

[2] https://www.mlfmonde.org/tribunes/la-langue-francaise-dans-le-monde/#_ftn2

Pour aller dans cette direction, nous pourrions nous appuyer sur la définition de la Francophonie par l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). En tant que « dispositif institutionnel résultant de la collaboration de 88 États. La Francophonie est une organisation internationale » [3]. Ainsi, nous pourrions considérer que ces 88 États désignent l'espace francophone sur lequel notre étude doit se pencher. Cependant, si nous considérons que seuls les pays membres de l'OIF sont des pays francophones, nous nous heurtons à un nouveau problème. En effet, bien que l'OIF permette d'identifier les pays qui s'engagent dans la diffusion de la culture francophone, elle exclut également les pays francophones qui ne souhaitent pas œuvrer au développement de la Francophonie à l'échelle internationale, du moins dans un cadre institutionnel et multilatéral. Il est intéressant de considérer certains pays comme francophones s'ils s'engagent dans le développement de la culture francophone, mais il n'est pas normal d'exclure de notre définition les pays qui possèdent d'importantes communautés francophones mais qui ne sont pas membres de l'OIF (plus de 15 pays), tels que l'Algérie, le Portugal, les Pays-Bas, etc. En opposition, certains pays membres de l'OIF mènent des actions en faveur de la langue et de la culture francophone, mais ont une population francophone trop réduite pour permettre une collaboration francophone internationale réunissant un nombre suffisant d'individus, comme c'est le cas en Uruguay, en Lettonie ou au Mexique (24 pays membres de l'OIF ont moins de 2% de francophones dans leur population)[4]. Ces États ne peuvent nous intéresser dans ce cadre puisque l'on cherche à agir sur les citoyens.

[3] https://www.francophonie.org/qui-sommes-nous-5
[4] La langue française dans le monde, édition 2022, p. 30-34, Observatoire Francophone

La nécessité d'exclure les pays ayant peu de locuteurs francophones de notre cadre francophone peut susciter des débats, car elle remet en question la possibilité de développer de nouvelles racines francophones là où des graines ont déjà été plantées. Cet argument est recevable, mais il est néanmoins hors de propos, et nous étudierons ultérieurement les éléments qui s'y opposent. Ici, nous pouvons déjà exposer l'intérêt de trouver un cadre d'action qui soit minimalement « excluant ». Tout d'abord, l'action de la Jeune Chambre Internationale (JCI) se concentre sur les populations civiles, les citoyens, et non sur une francophonie « institutionnelle ». Il n'est donc pas pertinent d'établir des collaborations francophones dans des pays qui ne sont pas réellement francophones, ou qui le sont seulement pour des raisons diplomatiques. Cette exclusion s'explique par la nécessité d'être efficace dans l'élaboration des propositions d'actions dans la seconde partie de ce rapport. En effet, l'efficience requiert que les actions proposées soient ciblées afin d'éviter une perte d'énergie, de temps et de ressources, là où ces moyens pourraient être utilisés ailleurs de façon plus percutante. En ciblant de manière plus restreinte, nous nous assurons d'atteindre les bonnes personnes par la suite et d'obtenir de meilleurs résultats à la fois dans la compréhension des besoins des francophones et dans la réalisation des actions futures. **Dans ce cadre, notre définition de « pays francophones » désignera l'ensemble des pays ayant une communauté francophone. Cet espace comprendra donc à la fois les pays de l'espace linguistique francophone et les pays ayant entre 10% et 20% de francophones dans leur population, qui sont membres de l'OIF.** L'utilité de cette définition peut sembler superficielle, mais elle est en réalité essentielle. Comme nous l'avons montré, les définitions préexistantes ne conviennent pas à notre cadre « opérationnel » et à notre recherche d'efficience.

Enfin, nous pouvons constater que d'autres hypothèses de définition peuvent être proposées. Par exemple, nous pourrions simplement prendre la liste des pays de JCI, en identifiant ceux parmi ces pays qui revendiquent à l'échelle nationale leur appartenance à la francophonie, et utiliser ce cadre pour la mise en place d'éventuelles actions. Comme cela a été exprimé lors de l'atelier international[5], nous pourrions aussi d'abord nous concentrer sur l'action entre pays francophones limitrophes avant de voir plus grand, en étudiant uniquement les motivations de ce cadre restreint. Cependant, cette enquête ne vise ni l'exhaustivité ni une limitation exagérée mais une étude globale des potentialités de l'espace francophone, nous ne nous limiterons donc pas uniquement à ces espaces du Nord.

[5] Convention Nationale Nantes 2023 JCEF, « Atelier Jeunesse Internationale et Francophone »

Les individus francophones

Dans notre étude, il est également important de s'intéresser à la dimension individuelle de la francophonie et de définir ce qu'est « être francophone ». Selon l'Observatoire Francophone, dans la définition la plus large possible, « les francophones regroupent toutes les personnes qui maîtrisent la langue française et sont capables de l'utiliser pour communiquer (parler et/ou comprendre), quel que soit leur niveau de maîtrise d'autres compétences telles que l'écriture ou la lecture. »[6] Cette définition est utilisée pour recenser le nombre de locuteurs francophones à l'échelle internationale, et elle aboutit à un chiffre de 321 millions de locuteurs francophones, faisant de la langue française la 5ème langue la plus parlée dans le monde.

Cependant, dans une perspective de collaboration, on peut remettre en question la largeur de ce critère, car il ne garantit pas que ces 321 millions de locuteurs seront capables ou auront la volonté, le moment venu, de produire des supports en français, de communiquer ou de mener des actions en français. Ainsi, on peut restreindre la définition du terme « francophone » à ceux qui utilisent quotidiennement la langue française comme langue maternelle, professionnelle ou d'enseignement. Selon le livre Et le Monde parlera Français de Laure Poletti et Roger Pilhion, paru en 2018, il y a alors environ 130 millions de locuteurs francophones, contre 300 millions de locuteurs francophones selon la définition élargie en 2018. Dans cette perspective, la langue française est alors la 9ème langue la plus parlée dans le monde.

[6] Ibid, p. 21

INCUBATEUR DE LEADERS CITOYENS
www.jcef.asso.fr

Cette différence de positionnement en modifiant les critères nous permet de tirer une première conclusion : si une population élargie connaît le français, celle qui l'utilise activement est beaucoup plus restreinte. La connaissance du français apparaît donc plus superficielle ou secondaire que pour d'autres langues.

Cependant, il convient de noter que la majorité des données collectées jusqu'à présent sont basées sur la définition la plus large, comme les données relatives au pourcentage de locuteurs francophones par pays mentionnés précédemment. Par conséquent, dans l'analyse de certaines données, telles que celles de la partie sur les attentes de la jeunesse, il faudra prendre en compte cette pondération.

Autres définitions

Jusqu'ici, nous avons exploré des définitions de la francophonie et de francophone qui nous serviront de base et sont donc très « statistiques ». Cependant, il existe d'autres définitions qui ne se concentrent pas sur la délimitation de la Francophonie, mais plutôt sur sa substance, ce qui nous donne d'autres clés de compréhension. Par exemple, nous pouvons examiner la « vision » du Président de la République Française, qui nous permet de comprendre la dimension culturelle et l'indépendance (au moins officielle) de la Francophonie par rapport à la France : « [La Francophonie est] un contrat d'association rassemblant les peuples autour de la langue française. Fruit d'un décentrement de l'influence française vers une forme culturelle indépendante (francophonie) dans laquelle la France n'est plus le centre. »[7]

En ce qui concerne cette indépendance de la Francophonie vis-à-vis de la France, il est important de comprendre que si l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) relève du multilatéralisme, les États, y compris la France, ont également une diplomatie d'influence d'ordre bilatérale. La France déploie ainsi des programmes de développement de la culture française à travers des agences et des services indépendants de l'OIF, tels que l'Alliance Française ou le réseau de coopération et d'action culturelle mis en place dans les ambassades. Si l'objectif de la Francophonie est de créer des solidarités entre les peuples, celui de la diplomatie d'influence est « de faire aimer la France » [8].

[7] Déclaration de M. Emmanuel Macron, Président de la République, sur la Francophonie, à Paris le 20 mars 2019.
[8] Christophe Gigaudaut, Délégué Général aux Affaire Francophones, Interview pour Le Journal des Arts - 2019

Ces éléments soulignent la complexité de la Francophonie en tant que concept et mettent en évidence les différentes facettes et acteurs qui contribuent à sa promotion et à son développement. Ils soulignent également la diversité des approches et des objectifs, entre la vision de l'indépendance culturelle de la Francophonie et les efforts de la France ou d'autres Etats tel que le Canada pour promouvoir leur propre culture au travers de ces canaux diplomatiques.

Histoire de la Francophonie

L'émergence de la Francophonie en tant que coopération internationale s'est principalement développée dans les régions post-coloniales. Les premiers mouvements de création communautaire francophone ont commencé à apparaître dès les années 1920, mais c'est avec la création de la Conférence des Ministres de l'Éducation en 1960 que la francophonie institutionnelle a été formellement établie. Cependant, le véritable jalon de l'apparition de la coopération internationale francophone a été la création en 1970 de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), qui deviendra plus tard l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) telle que nous la connaissons aujourd'hui. Léopold Sédar Senghor (Sénégal), Habib Bourguiba (Tunisie) et Hamani Diori (Niger) sont considérés comme les « pères fondateurs » de la Francophonie.

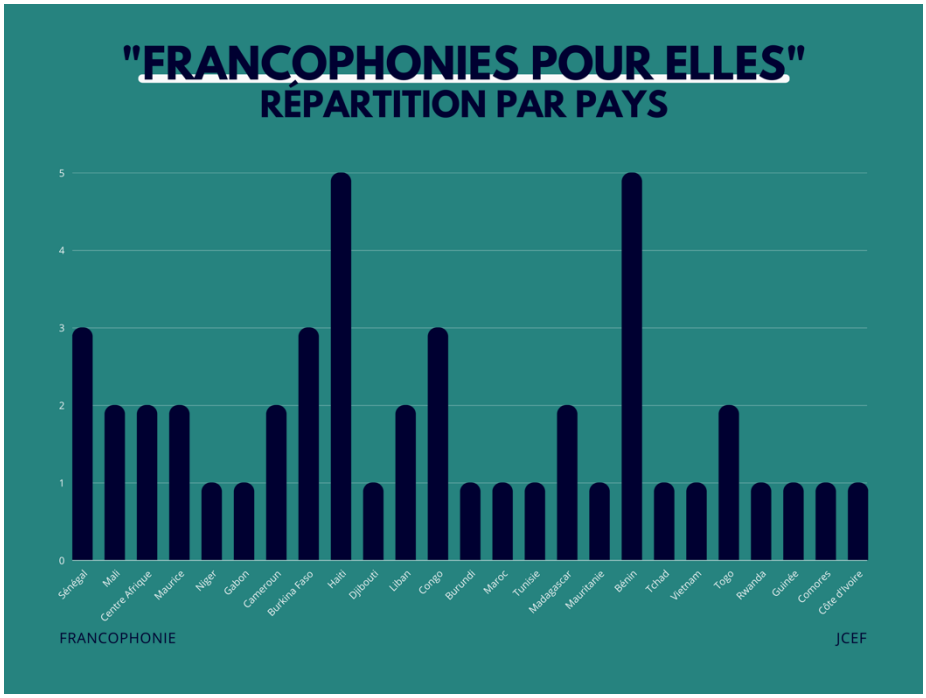
L'ACCT avait pour objectif principal la promotion des échanges culturels, la solidarité et le développement des relations entre les peuples. Cette organisation était en quelque sorte la version française du Commonwealth[9], cherchant à rassembler dans un monde post-colonial les peuples de l'ancien empire français autour d'une nouvelle vision. L'idée selon laquelle la Francophonie est issue d'une histoire commune est toujours observée aujourd'hui.

[9] Léopold Sédar Senghor : « Commonwealth à la Française »

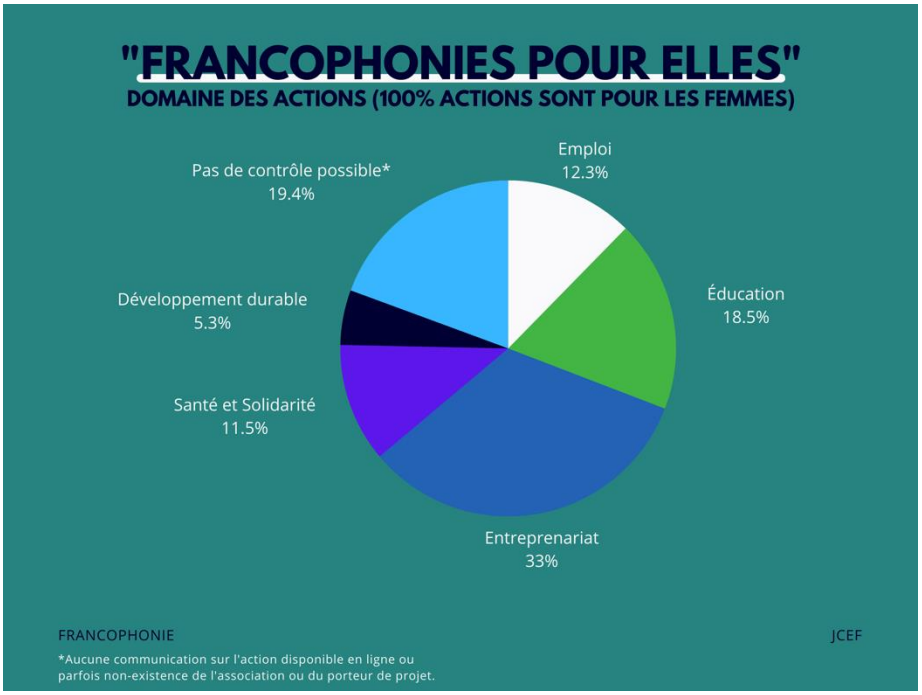
En 2020, l'OIF a réalisé une vaste consultation pour évaluer le niveau de notoriété et d'appréciation de la Francophonie dans le monde. L'une des questions posées aux jeunes francophones portait sur ce que signifiait pour eux « être francophone ». Parmi les réponses mentionnées par plus de 5% des répondants, on retrouve l'idée d'une culture commune, d'une histoire partagée et du partage de valeurs. Si la Francophonie est d'abord une union culturelle et linguistique, elle est également un lieu d'échanges diplomatiques et d'opportunités économiques.

En 1986, le premier Sommet de la Francophonie a marqué un tournant dans la vision de l'organisation incluant désormais une dimension politique à celle-ci. En 1995, l'OIF s'est dotée d'une Secrétaire Générale pour piloter la stratégie opérationnelle. En 1987, lors de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays francophones à Québec (2ème Sommet de la Francophonie), la Francophonie « économique » a émergé avec la création du Forum Francophone des Affaires.

Dans le cadre du développement de la Francophonie au cours des dernières décennies, l'éducation, la culture et les valeurs françaises telles que la démocratie et les droits de l'Homme ont été les principaux domaines de travail de l'OIF. Une évolution majeure récente est l'inclusion de la société civile dans le processus d'action, avec des initiatives telles que le programme « La Francophonie pour Elles », qui octroie des subventions à des associations travaillant pour les droits des femmes dans divers domaines. L'organisation d'une conférence biennale des organisations internationales non gouvernementales (OING) depuis 1993 permet également de rassembler et de reconnaître le travail des associations pour la Francophonie.



Données récoltées sur la 2ème campagne de la Francophonie pour Elles de 2021-22



Portée de la Francophonie

La langue française est aujourd'hui classée entre la 5ème et la 9ème place parmi les langues les plus parlées dans le monde. Elle occupe la 4ème position en termes de présence sur internet et la 3ème dans le monde des affaires. L'évolution de la Francophonie dans les années à venir est soumise à débat, la Francophonie pourrait connaître une croissance significative dans les années à venir mais tout aussi bien suivre une croissance beaucoup moins optimiste. Dans son rapport intitulé « La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable » (2014), Jacques Attali a émis l'hypothèse que la population francophone pourrait atteindre 770 millions de locuteurs d'ici 2050 en mettant en place des politiques très optimistes visant à rendre la zone francophone attractive et encourager son développement. Cette prédiction, qui semble exagérée, est pourtant corroborée par d'autres organismes tels que l'OIF (étude Natixis) qui prévoit 750 millions de francophones en 2050, ainsi que par le directeur de l'Observatoire Francophone, Alexandre Wolff, qui prévoit 715 millions de locuteurs en 2050. Toutes ces prédictions s'expliquent par une multitude de phénomènes :

- Jeunesse de la population francophone : +50% de la population Francophone ayant moins de 35 ans, quoi qu'il arrive la population francophone va donc augmenter au cours des décennies à venir et le défi actuel est d'éviter le vieillissement de cette population.
- L'avenir du monde est en Afrique, l'Afrique parle français : en 2050, 40% de la population de 0-18 ans sera Africaine soit +1 milliard d'enfants Africains. Cela représente d'énormes possibilités de diffusion de la culture et de la linguistique francophone.
- Scolarisation croissante en Afrique : Le nombre d'enfants n'ayant pas accès à l'école a diminué de 10% en l'espace de 20 ans. Il y a donc un combat à mener en Afrique sur le front de l'éducation pour garantir la continuité de la présence du Français en Afrique.
- Le Français est la 2ème langue la plus étudiée à l'école dans le monde : Juste derrière l'Anglais et au coude à coude avec l'Espagnol, notamment sur les enseignements numériques, le Français est une des langues les plus enseignées dans le monde et la

langue la plus enseignée dans certains pays comme l'Australie, le Canada, le Nigeria, l'Éthiopie, le Kenya, le Botswana… (numériquement)[10]

Remise en cause d'un développement forcément positif de l'influence francophone

Ces prédictions peuvent cependant être remises en question en raison d'autres phénomènes qui montrent un affaiblissement du français là où il est présent. Par exemple, le Mali, qui a récemment connu d'importants troubles, est en train de voter une nouvelle Constitution qui ne reconnaît plus le français comme langue officielle, mais seulement comme langue de travail. Cet événement reflète l'intensité de la concurrence culturelle en Afrique entre les grandes puissances. Outre les francophones, les Chinois, les Russes et le Commonwealth cherchent également à s'imposer dans la région.

Le français, souvent considéré comme la langue des traductions et des relations internationales, est de moins en moins utilisé, ce qui affecte certains de ses avantages. Par exemple, le nombre de traductions vers le français à la Commission européenne a connu au cours des dernières décennies une forte baisse, tout comme l'espagnol, au profit de l'anglais. Dans le domaine de l'édition également, si les ventes de livres ne diminuent pas, les traductions sont en déclin.

Ce phénomène est problématique, car l'une des caractéristiques mises en avant pour l'utilisation du français à l'international est l'accessibilité qu'il permet dans la découvrabilité des contenus. De plus, certains pays qui ont historiquement parlé français commencent à se tourner vers de nouvelles langues, comme l'Algérie, qui abandonne progressivement le français au profit de l'anglais dans ses communications administratives et surtout dans les langues enseignées à l'école.

[10] https://1to1progress.fr/blog/2022/01/07/langues-les-plus-apprises-dans-le-monde/

Ces différentes possibilités ne sont cependant pas nécessairement contradictoires et impliquent des besoins similaires. Si le recul de la langue appelle à une intensification de l'éducation pour la préserver, une augmentation du nombre de locuteurs nécessitera également des efforts accrus en matière d'éducation pour préserver le niveau d'enseignement de la langue. Ces efforts seront particulièrement nécessaires en Afrique car c'est l'éducation qui pourra garantir pour les pays et les populations Africaines le développement et la stabilité politique, entre autres.[11]

[11] Transformer l'éducation en Afrique, rapport de l'UNICEF et de la Commission de l'Union africaine, 2022

État des lieux de la Francophonie

Cette première partie de notre développement a pour but la réalisation d'un état des lieux de la Francophonie actuelle pour comprendre les intérêts qui se cachent derrière celle-ci, les attentes des Francophones et la compréhension des points communs pour mieux collaborer.

Derrière le mot « Francophonie »

Dans un premier temps, il est important de comprendre qui sont les acteurs de la Francophonie, quelles sont les différentes dimensions de la Francophonie et qui sont les francophones d'aujourd'hui et ceux de demain.

Les différentes francophonies (culturelle, économique, institutionnelle)

À l'heure de la mondialisation, du libre-échange, de la circulation intensive des capitaux et des révolutions numériques, le monde nous invite à penser différemment notre conception de l'espace, de ce qui nous distingue les uns des autres que cela soit la religion, la langue, les pratiques culturelles… Dans ce cadre où de nouvelles frontières déterrestrialisées[12] apparaissent (linguistique et dans des dimensions nouvelles comme le numérique), les organisations linguistiques permettent la création de nouvelles formes d'appartenances. À cet égard, elles sont présentes dans des domaines variés :

La Francophonie institutionnelle

[12] Concept de M. Bonditi dans son cours 'Introduction aux Relations Internationales'.

La Francophonie institutionnelle regroupe toutes les initiatives diplomatiques francophones qui réunissent multilatéralement les États francophones. Comme l'exprime l'Encyclopédie Canadienne, le terme « Francophonie » est généralement utilisé pour désigner cette dimension spécifique : « Finalement, le mot 'Francophonie' (généralement avec une majuscule) sert de plus en plus comme désignatif abrégé de l'Organisation internationale de la Francophonie ». La Francophonie institutionnelle désigne donc l'OIF et les programmes/agences qui lui sont rattachés. Les agences de la Francophonie sont nombreuses. Au sein de l'OIF, il y a les organismes qui la dirigent :

- Le Conseil permanent de la Francophonie (CPF)
- Le Sommet des États ayant la langue française en partage (Sommet de la Francophonie)
- La Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF)

Ensuite, l'OIF a ses quatre principaux opérateurs :

- L'Université Senghor d'Alexandrie
- TV5 Monde
- L'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF)
- L'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF)

Le rôle des opérateurs de la Francophonie est multiple, mais ils se concentrent sur l'idée d'avoir un impact de l'organisation dans les différentes thématiques qui caractérisent les collaborations francophones.

Il existe également d'autres organisations rassemblant par exemple les élus, telles que l'Association Parlementaire Francophone (APF), la Conférence des ministres de l'éducation des États et gouvernements de la Francophonie (Confemen) ou la Conférence des ministres de la jeunesse et des sports de la Francophonie (Confejes). On peut aussi citer l'Association Internationales des Régions Francophones (AIRF) qui réalise un travail important dans des thématiques au même titre que l'OIF. Ces organisations bénéficient d'un soutien actif et participent aux projets de l'OIF, tout en conservant une certaine indépendance. Elles collaborent également directement entre elles et ont des programmes en commun. Par exemple, l'AUF et l'OIF ont en commun les programmes ELAN et IFADEM sur l'enseignement des langues et la formation des enseignants. L'OIF et la Confemen ont en commun l'Institut de la Francophonie pour l'Éducation et la Formation (IFEF)...

Si leurs directions sont indépendantes et si leurs objectifs à court et à long terme diffèrent, ils restent néanmoins liés par des objectifs communs tels que l'éducation, le développement durable et la promotion de la langue.

Pour l'OIF, le cadre stratégique a été renouvelé pour la période 2023-2030. L'OIF s'est fixé, ainsi qu'à ses quatre opérateurs, quatre objectifs principaux :

- Promouvoir la diversité linguistique et culturelle ainsi que la langue française ;
- Promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'homme ;
- Soutenir l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche ;
- Développer la coopération économique pour le développement durable.

Ces quatre objectifs et le plan stratégique peuvent être résumés en cinq leviers d'action clés :

- Renforcer l'influence et l'unité francophones au sein des institutions internationales et dans la diplomatie, et encourager l'utilisation de la langue française dans ces échanges ;
- Améliorer la qualité et la portée de l'enseignement du français et en français dans le monde en renforçant son attractivité ;
- Travailler à promouvoir l'image du français en tant que langue du multilinguisme et de la diversité culturelle ;
- Soutenir le développement des femmes et des jeunes pour leur permettre de vivre dans un monde démocratique, pacifique et respectueux des droits humains ;
- Renforcer et intensifier la recherche et la collaboration internationale en faveur du développement durable.

Les aspirations de l'OIF sont guidées par une approche méthodologique holistique : « Grâce à son approche résolument holistique dans la conception de ses actions et à sa capacité à impliquer l'ensemble de ses acteurs clés, **la Francophonie contribue à des avancées significatives dans tous les domaines transversaux, notamment en ce qui concerne l'égalité entre les femmes et les hommes**. » [13] Ce cadre stratégique s'adresse principalement aux États et aux organisations internationales et représente donc la vision de la Francophonie institutionnelle.

[13] Cadre Stratégique OIF 2023-2030, p. 12

Cette approche holistique implique plusieurs aspects. Tout d'abord, l'action de l'OIF vise à influencer les masses et le groupe dans son ensemble, plutôt qu'à avoir un impact individuel. Ces actions sont donc importantes à l'échelle sociétale, mais elles ne sont pas destinées à modifier les trajectoires de vie individuelles. Les résultats sont dilués à l'échelle globale et visent à faire évoluer le système lui-même. Cette dimension holistique nous amène à une deuxième conclusion : l'action de l'OIF est principalement directive et vise à modifier le système et l'environnement francophones dans leur ensemble.

En plus du cadre stratégique global, l'OIF élabore des orientations pour les grandes thématiques abordées par ces organisations, telles que la « Stratégie Jeunesse 2015-2018 », qui donnait des directives francophones en matière d'éducation, notamment :

- « Contribuer à l'effort international visant à garantir l'accès de tous les enfants à un cycle complet d'études primaires en éliminant les disparités entre les sexes ;
- Favoriser l'enseignement, la formation et la recherche axés sur le développement et l'emploi. »[14]

De leur côté, les opérateurs et les organisations développent également leurs propres cadres stratégiques, décidant de leur propre périodicité de renouvellement. Le cadre stratégique de l'AUF s'étend de 2021 à 2025, celui de l'APF de 2023 à 2026, celui de l'AIMF de 2019 à 2023, etc.

[14] https://www.education.gouv.fr/le-ministere-et-la-francophonie-12401

Toutes les organisations de la Francophonie institutionnelle travaillent sur des thématiques différentes mais complémentaires. Ces thématiques comprennent l'éducation, la culture, l'égalité, le développement durable et la jeunesse. Cette diversité de préoccupations est ce qui confère à la Francophonie institutionnelle son importance. Bien que chaque francophonie thématique ait ses propres acteurs, la Francophonie institutionnelle est à la fois un acteur de toutes les formes de francophonies et une forme à part entière.

L'étude « AnswerThePublic » menée sur les questions francophones révèle que la compréhension des dimensions thématiques de la Francophonie est l'une des préoccupations les plus importantes pour les citoyens. Il est donc intéressant et très utile de décrire ici les différentes « francophonies ».

La Francophonie Culturelle

Le concept de la Francophonie est lié à l'idée de plurilinguisme et de multiculturalisme. Son objectif est de faire du français la langue emblématique du multiculturalisme mondial, permettant aux identités de communiquer et de créer ensemble un espace commun basé sur des valeurs fédératrices de liberté... La Francophonie culturelle est considérée comme la forme thématique la plus importante de la Francophonie, car c'est à travers la collaboration culturelle qu'est née l'idée d'association francophone, qui a ensuite donné naissance à la Francophonie institutionnelle, puis à la collaboration économique francophone.

Si le partage culturel est à la base du projet francophone, il reste également essentiel dans le projet francophone actuel. La Francophonie culturelle est importante car elle permet la diffusion large et mondiale de contenus culturels en français, qui sont nombreux. Le développement culturel est également important car il offre à des populations de pays où la fiabilité de la presse est souvent faible un accès à une information fiable, neutre et critique, mais pas nécessairement conformiste. De l'autre côté du spectre, il offre également un espace d'expression et de diffusion pour des artistes, des lanceurs d'alerte ou des citoyens ordinaires afin qu'ils puissent s'exprimer sur leur vécu sans censure.

En ce qui concerne les organisations de cette Francophonie culturelle, on compte bien sûr TV5 Monde, qui diffuse en continu dans plus de 370 millions de foyers répartis dans près de 200 pays et territoires. La CONFEJES peut également être considérée comme une organisation de la Francophonie culturelle, car elle est responsable de l'organisation des Jeux de la Francophonie, qui ont lieu tous les 4 ans dans un pays francophone. Dans le cadre de ces jeux, le Comité international des Jeux de la Francophonie a été créé en 2007 pour administrer l'événement. Le rôle de ces jeux est avant tout de rassembler les peuples, mais ils contribuent également au développement des valeurs francophones dans les milieux culturels et sportifs des pays participants, notamment grâce à la mise en place de l'obligation de parité. Les Jeux de la Francophonie sont également un moment de diffusion culturelle, avec l'organisation de 11 épreuves artistiques. Ils constituent également un excellent moyen de faire progresser la diplomatie sportive et culturelle francophone, en offrant la possibilité à des pays disposant d'infrastructures limitées de développer leurs capacités d'accueil et de maîtrise pour les événements internationaux et régionaux qui peuvent suivre.

Enfin, l'action de la Francophonie culturelle se retrouve également à l'échelle nationale et dans les fédérations sportives et culturelles. Comme nous l'a expliqué Daniel Zelenski, chef de la délégation française aux Jeux de la Francophonie, des groupes de travail interministériels (culture-sport) rassemblent des acteurs francophones de ces domaines afin d'agir pour la Francophonie et de recueillir des informations de la société civile sur l'état de la Francophonie sur le terrain. Ces comités réunissent des journalistes, des représentants d'organisations internationales telles que l'OIF ou le COJO, des représentants de fédérations sportives, etc. L'une des missions de ces groupes d'échanges interministériels - qui sont en réalité très internationaux - est actuellement de développer des adaptations des lexiques sportifs pour les nouveaux sports des Jeux Olympiques de Paris 2024 afin de faciliter leur présentation et leur compréhension pour les populations francophones.

En résumé, la Francophonie culturelle, c'est :

- Développer les échanges culturels internationaux : Diffusion artistique à travers tout le monde francophone ;
- Créer des solidarités entre les peuples par le biais du sport et de l'art : rassemblements internationaux pour entrer en compétition mais surtout interagir les uns avec les autres et développer nos valeurs communes ;
- Développer les compétences diplomatiques des pays francophones : Permettre à tous les pays d'améliorer leur capacité diplomatique et leur crédibilité sur la scène internationale sportive leur permettant d'accentuer leur présence sur cette scène ;
- Offrir une source d'informations fiables et insensibles à la censure et offrir une plateforme d'expression aux citoyens.

La Francophonie économique

Comme Jacques Attali l'exprime dans « La Francophonie et la Francophilie, moteurs de croissance durable », la capacité de différents interlocuteurs à communiquer efficacement dans une même langue est une formidable opportunité pour augmenter l'efficience et le nombre des échanges.

"When both countries of a pair spoke a common language or had colonial links earlier in the century. We allowed for English, Spanish, Chinese, Arabic, French, German, Japanese, Dutch, and Portuguese. Two countries sharing linguistic/colonial links tend to trade roughly 65 percent more than they would otherwise [exp(0.5)= 1.65]. 22 We tested whether some of the major languages were more important than the others. Chinese is the only one that might qualify. Two Chinese-speaking countries appear to trade four times as much as other countries. Somewhat surprisingly, the inclusion of the linguistic/colonial terms has little effect on the other coefficients. The trade blocs remain significant, with increasing trends over the period 1965-1990 in each case but APEC and East Asia."[15]

[15] Jeffrey Frankel, Ernesto Stein et Shang-jin Wei, « Trading Blocs and the Americas «, Journal of Development Economics, vol. 47, 1995.

INCUBATEUR DE LEADERS CITOYENS
www.jcef.asso.fr

L'efficacité des échanges entre des interlocuteurs partageant la même langue s'explique par différentes raisons, selon le type de biens ou de services échangés. Le niveau d'efficacité supplémentaire dépendra de la valeur et de la complexité du produit échangé. Plus la valeur d'un bien est élevée, plus la communication entre le vendeur et l'acheteur sera nécessaire pour réaliser l'échange. Dans ce contexte, une compréhension mutuelle est importante car elle réduit les coûts de transaction. Cette idée est particulièrement vraie dans le domaine des services de formation, où la compréhension de la langue devient presque indispensable à la réalisation de la prestation. Au-delà de l'aspect économique, cela explique également pourquoi le développement du français en tant que langue d'enseignement est si crucial pour favoriser le développement éducatif.

En somme, si les échanges sont plus fluides entre locuteurs d'une même langue, il est facile de comprendre pourquoi l'idée d'une francophonie économique est intéressante, car elle favorise des échanges plus probants et moins coûteux.

Maintenant que nous comprenons l'intérêt d'une association économique francophone, nous devons nous interroger sur ce qu'est la Francophonie économique aujourd'hui.

Selon l'OCDE, la francophonie économique « englobe à la fois la capacité à faire des affaires en français et la promotion d'une économie plus équitable, durable et inclusive, au service des populations et contribuant à leur bien-être collectif ». La Francophonie concerne à la fois les acteurs privés, tels que les grandes entreprises françaises et francophones qui bénéficient largement des opportunités offertes par le marché francophone, et les acteurs publics qui peuvent tirer parti de l'espace francophone pour stimuler les investissements directs étrangers (IDE) et renforcer les investissements dans les capitaux publics et humains.

De plus, la Francophonie économique revêt une importance particulière en raison de la concurrence avec d'autres espaces linguistiques, notamment anglophones. Des entreprises

françaises telles que Decathlon perdent actuellement du terrain en termes d'influence mondiale, alors que l'influence francophone est censée augmenter. Ce phénomène s'explique par un manque de collaboration des entreprises françaises, qui sont souvent moins importantes et développées que leurs homologues anglo-saxons, chinois, indiens, etc. Selon Daniel Zelenski, la pratique de la collaboration « à la francophone » manque de pragmatisme et d'efficacité par rapport aux groupes d'intérêts anglo-saxons, qui adoptent une approche moins formelle. La Francophonie économique est donc un thème d'avenir, car il est nécessaire de renforcer les efforts de collaboration économique pour conquérir conjointement de nouveaux marchés. Dans cette optique, on voit que des réseaux d'entreprises francophones commencent à naitre et à se développer comme la Conférence Permanente des Chambres Consulaires Africaines et Francophones – CPCCAF ou l'Alliance des patronats francophones qui sont essentiellement actifs en Afrique.

Pour revenir au point de vue concurrentiel linguistique, il est toutefois utile de préciser plusieurs choses. S'il est important de lutter pour la présence du français dans le monde des affaires, cette présence n'est aujourd'hui que symbolique. Comme nous l'a exprimé François George, Sénateur JCI, Ancien président du Comité Français CCI International et actuellement Chargé de Mission de la Chambre de Commerce Internationale pour le développement en Afrique Francophone, si le Français est encore présent dans les échanges internationaux publics, il y a une présence presque nulle du français au sein des organisations internationales privées puisque les coûts de traduction sont des coûts que ces organisations préfèrent économiser, la traduction relève donc uniquement d'une action bénévole et volontaire.

Cette situation souligne une chose très importante, même si cette partie présente le développement économique francophone, au-delà du monde francophone le français a déjà perdu le combat. Il faut donc accepter et prendre comme objectif de faire du français la 2ème langue mondiale des affaires et essayer de développer au maximum les échanges internes à la Francophonie économique dans ce cadre. Au-delà, le français deviendra pour les entrepreneurs notamment Africains une limite au développement sur les marchés internationaux.

La Francophonie économique est également liée à un ensemble de valeurs et, tout comme les programmes éducatifs, elle permet de diffuser un ensemble de valeurs et une vision du monde francophone.

De plus, la Francophonie représente une opportunité dans les pays des Suds, qu'il convient de s'approprier et de soutenir en termes de développement. En effet, avec la forte croissance démographique du continent africain, son attractivité pourrait être l'une des clés du succès économique futur de l'ensemble de l'espace francophone. Il est donc essentiel d'encourager une collaboration renforcée entre les francophones sur le continent africain, afin de faire face à la concurrence d'autres groupements.

Tout comme la Francophonie institutionnelle, la Francophonie économique possède sa propre institution, le Forum Francophone des Affaires, qui administre des organismes tels que l'Observatoire Économique Francophone. Le forum organise également des événements internationaux et contribue au développement de l'attrait international de la francophonie grâce à la collaboration entre les différents acteurs qui le composent. Ce « forum » international indépendant est l'un des plus grands rassemblements d'entreprises au monde. Toutefois, l'action institutionnelle sur la francophonie économique est encore extrêmement minime et sans impact.

Le sujet de la Francophonie est relativement récent, ce qui explique pourquoi peu d'acteurs ont accordé une grande importance à cette question. Cependant, il est au cœur des préoccupations actuelles de la Francophonie. Lors du dernier Sommet de la Francophonie en 2021 à Djerba, en Tunisie, s'est tenu en marge de l'événement principal le Sommet Économique de Djerba, en présence de plusieurs chefs d'État.

La Francophonie économique est très intéressante car elle fonctionne selon un modèle qui s'apparente à l'idée de « responsabilité commune mais différenciée » dans le domaine du climat, en proposant une collaboration « ensemble mais séparée » avec une division par zone géographique et par profession, suivie d'interactions interrégionales. Cette approche permet de considérer la possibilité d'une francophonie divisée en zones régionales.

Enfin, la Francophonie économique est aujourd'hui l'un des aspects clés du développement francophone car elle offre des opportunités pour relever trois défis cruciaux que sont :

- La formation professionnelle ;
- L'emploi des jeunes ;
- Le développement durable. [16]

[16] https://www.oecd-forum.org/posts/quand-francophonie-rime-avec-economie

En effet, la Francophonie économique constitue un domaine de travail important pour l'avenir. Au-delà du besoin de développement économique, il s'agit également d'un domaine où il existe une tension et qui ne bénéficie pas encore d'institutions officielles soutenues par les États francophones ni de regroupements d'entreprises internationales durablement établies et influentes. L'opportunité de faire de grands progrès avec peu de moyens donc.

Autres types de Francophonie

En plus des formes majeures de la Francophonie, il existe d'autres formes transversales tout aussi essentielles, telles que la Francophonie scientifique ou la Francophonie littéraire, qui peuvent être considérées comme faisant partie de la Francophonie culturelle. Ces Francophonies transversales ont également leurs propres opérateurs et contribuent à la réalisation des objectifs globaux. Par exemple, le développement de l'utilisation du français dans les publications scientifiques est essentiel pour attirer les étudiants étrangers. En raison de contraintes de temps et d'efficacité, nous ne développerons pas davantage ces formes d'engagement francophone.

Les acteurs de la Francophonie (les États, les organisations, les francophones), leurs visions et les actions.

Dans le paysage francophone, il est bien compris que les organisations internationales jouent un rôle moteur dans la construction du système francophone. Toutefois, on connaît moins l'importance des gouvernements, des associations et de la société civile pour susciter, sur le terrain, les réflexions et les actions liées à l'identité francophone.

Acteurs de la Francophonie

Les pays francophones

L'action des pays francophones en faveur de la francophonie est à la fois multilatérale et bilatérale. Leur engagement est motivé par une vision spécifique de la francophonie et des avantages qu'elle peut leur apporter. Selon les zones géographiques, l'intérêt des États à participer au développement francophone varie.

Pour la France, l'objectif principal du multilatéralisme francophone est de promouvoir une image positive de la France à travers le monde. Pour y parvenir, la France accorde une grande importance à l'amélioration de l'enseignement du français à l'étranger afin de contrer la baisse de niveau observée ces dernières années. Ensuite, grâce à la maîtrise de la langue, elle diffuse la culture, les valeurs et l'information française.

La francophonie revêt également une dimension diplomatique pour la France, qui considère cette plateforme comme un moyen de maintenir le français comme langue de référence dans la

diplomatie mondiale. En plus de l'aspect multilatéral, la France mène également une diplomatie d'influence unilatérale, poursuivant ses propres objectifs. Parmi les institutions travaillant pour le développement francophone, on compte le réseau des Alliances Françaises, qui promeut l'enseignement et le développement de la langue française dans les pays non francophones, ainsi que le réseau Business France et l'Agence Française de Développement (AFD), qui favorisent les opportunités et l'ouverture des marchés internationaux aux entreprises françaises dans le monde francophone. D'autres organisations, telles que le réseau de coopération et d'action culturelle implanté dans les ambassades, contribuent également au développement francophone. En conclusion, on constate que pour la France, le développement de la francophonie est surtout lié aux affaires étrangères et aux opportunités internationales.

Pour le Canada, la relation avec la francophonie est différente. En tant que pays bilingue français-anglais, le Canada agit en faveur de la francophonie tant au niveau national qu'international. En raison de l'importance accordée aux langues, le Canada attache une grande importance, dans ses efforts multilatéraux internationaux, à la défense de la diversité des formes de français (acadien, québécois, etc.) et est notamment un fervent défenseur de la création d'une académie francophone. Le Canada considère donc la francophonie comme un moyen de favoriser le développement et la préservation des différentes formes de la langue française, ainsi que du plurilinguisme en général. Pour le Canada, la francophonie doit être un vecteur de collaboration économique et culturelle. C'est également un outil de diffusion des valeurs telles que la paix, l'égalité des genres et la démocratie. Sur le plan local, le Canada voit dans la francophonie l'occasion de promouvoir la culture de la « francophonie canadienne », une forme de francophonie propre au pays.

Enfin, le Canada considère la francophonie comme une porte d'entrée diplomatique sur la scène internationale. La particularité du Canada réside dans son histoire étroitement liée aux langues dans sa construction nationale, ce qui nourrit des mouvements très populaires liés à la francophonie.

Le Canada est considéré comme l'endroit où l'on se sent le plus « francophone » [17] dans le monde. En raison de la situation où les francophones sont généralement minoritaires au sein de l'État canadien, le sentiment d'appartenance à la francophonie est souvent assimilé à une forme d'identité nationale. En raison de son bilinguisme, le Canada investit de façon égale dans le développement des cultures anglophones et francophones.

Pour la Suisse, le développement francophone est principalement une affaire de multilatéralisme. Le pays est le troisième contributeur à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et participe activement aux grandes discussions internationales, notamment lors des réunions ministérielles et des événements de l'OIF. Les principaux domaines sur lesquels la Suisse travaille et utilise son influence au sein de la francophonie sont les suivants :

- Développement des valeurs de démocratie, de paix et des droits de l'homme ;
- Promotion du plurilinguisme et diffusion culturelle ;
- Création d'opportunités et développement de son réseau d'entreprises actives dans le domaine du numérique et des nouvelles technologies, notamment dans le cadre de la « Genève Internationale ». Parallèlement à cet objectif, la Suisse s'engage également à améliorer les moyens de gouvernance numérique.

En Afrique, la perception de la Francophonie varie considérablement en fonction de l'histoire coloniale et des relations entretenues avec la France par les pays et les populations locales. Le positionnement du Sénégal lors de sa présidence du Sommet de la Francophonie en 2014 est particulièrement intéressant. Le Sénégal, l'un des pays fondateurs du mouvement francophone, a eu dans son paysage politique Léopold Sédar Senghor l'un des penseurs fondateurs de la Francophonie, le pays est donc très attaché à la Francophonie. Selon Son Excellence Monsieur Macky Sall, Président de la République du Sénégal en 2014, la Francophonie se trouve à sa quatrième étape de développement :

- Première étape : partage de la langue française entre les peuples ;

[17] Consultation « La Francophonie de l'Avenir», OIF, 2020, p. 51

- Deuxième étape : partage et construction de valeurs communes :
- Troisième étape : construction et développement des organisations internationales ;
- Quatrième étape : émergence d'une communauté francophone mondiale qui doit être solidarisée, responsabilisée et conscientisée « pour et par le peuple ».

Pour le Sénégal, le rôle de la Francophonie est de faire de l'espace francophone une zone de collaboration renforcée, favorisant la mobilité sociale et économique, ainsi qu'une zone d'échange libre de travaux de recherche et d'enseignement.

Le développement des positions adoptées par ces différents pays permet de comprendre le fonctionnement de l'engagement étatique dans la Francophonie. Du point de vue thématique, les pays sont tous concernés par des enjeux différents et utilisent la Francophonie comme moyen de développement pour leurs propres intérêts sur la scène internationale, tout en l'utilisant comme moyen de solidarité nationale.

Il est également important de souligner que certains pays s'engagent dans la Francophonie, tout comme ils le feraient à l'UNESCO par exemple, dans le seul but de promouvoir des intérêts spécifiques. C'est le cas, par exemple, du Rwanda qui s'engage à l'OIF et au Commonwealth dans le but de s'ouvrir au monde et de participer à des projets internationaux, sans considérations particulières pour les identités linguistiques. Certains pays profitent également de l'OIF dans une optique de développement économique plutôt que par attachement à des valeurs ou à la langue française. C'est le cas, par exemple, de Madagascar, qui oscille entre un attachement au français en tant que langue des affaires et une volonté de limiter son utilisation en le reliant à tous les problèmes du pays et en le considérant comme un ennemi à combattre.

Les Organisations Internationales et JCI

Si nous avons vu jusqu'à présent le positionnement des états francophones quant à la francophonie, il est aussi intéressant de comprendre comment dans l'autre sens, c'est-à-dire dans les organisations internationales, la francophonie est présente. Tout d'abord, on peut noter que si beaucoup d'Organisations Internationales sont en territoire anglophone comme l'ONU à New York ou le FMI à Washington, le monde Francophone par le biais de ces grandes puissances diplomatiques a sur son territoire bon nombre de siège d'organisations internationales tel que l'UNESCO, l'OCDE, la FIA, l'ICC (International Chamber of Commerce) pour Paris, la Banque Mondiale, la FIFA, l'OIT (Organisation Internationale du Travail), l'OMC pour la Suisse[18]…

D'un point de vue Européen, les institutions européennes sont présentes en Belgique à Bruxelles et à Strasbourg en France aussi en territoire francophone. Donc, considérant une telle

[18] Les 45 organisations et secrétariats en Suisse, Juin 2023, Mission permanente de la Suisse auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève

présence des organisations internationales publiques et privées en zone francophone, il n'y a pas de barrières à l'utilisation du Français comme langue d'usage dans ces organisations, du moins d'un point de vue territorial. Cependant, que cela soit dans les organisations publiques ou dans celles rassemblant des membres privés, le français est progressivement délaissé pour l'anglais même entre les francophones. Les traductions ont diminué aussi, mais cela trouve sens si on ne produit plus en Français de travaux, de textes et de réglementations internationaux. Si l'on n'est jamais dans l'action et la discussion en Français alors l'usage du français devient protocolaire, symbolique, les traductions deviennent inutiles et peuvent être réduites. Ce phénomène est en train de se produire dans les organisations internationales, l'Union Européenne traduit de moins en moins vers le français ou l'espagnol pour se concentrer sur l'anglais, les organisations internationales privées n'organisent plus de réunions en Français même quand, comme nous le racontait François Georges, Chargé de Mission de la Chambre de Commerce Internationale pour le développement en Afrique francophone, les panels de débattants sont entièrement français. Dans le cadre de ces organisations, ce sont les francophones qui pour le coup sont fautifs puisqu'en ne forçant pas les anglophones à faire eux aussi l'effort de traduction, ils fixent le sort du français comme langue n'ayant plus de valeur internationale. Au-delà de l'intérieur des organisations internationales, on peut aussi se demander quel est le statut de la Francophonie vis-à-vis des autres organisations internationales généralistes régionales ou linguistiques tel que l'Union Européenne, le Commonwealth ou l'Union Africaine.

Concernant l'Union Africaine, l'OIF et cette alliance de pays d'Afrique ont émis ensemble une déclaration d'intention[19] commune en 2018 marquant leur volonté de travailler ensemble. L'alliance de l'OIF avec l'UA s'inclut dans l'idée de l'augmentation de la participation de la francophonie institutionnelle aux questions économiques. Dans cette déclaration conjointe était par exemple annoncée la mise en place d'un partenariat pour aider l'UA dans son objectif de l'Agenda 2063 « L'Afrique que nous voulons ». Dans les faits, cet accord fut essentiellement symbolique. Un autre accord symbolique est celui qui unit sur le papier le Commonwealth et l'OIF. Bien que les 2 organisations se soient construites différemment :

- Initiative des anciens colonisés, sur la culture, les valeurs et le partage d'une histoire, pour la Francophonie ;
- Par les colonisateurs pour conserver une domination économique et conserver des liens économiques entre anciens membres de l'Empire britannique, pour le Commonwealth.

Malgré cette opposition dans la construction des dynamiques de liaisons post-coloniales, la Francophonie et le Commonwealth ont toutefois partagé des trajectoires similaires et accueillent aujourd'hui des pays n'ayant jamais été sous domination britannique pour le Commonwealth (Mozambique, Togo, Gabon et Rwanda) ou n'ayant quasiment pas de populations francophones pour la Francophonie (Ukraine, Ghana, Rwanda, Qatar…). Là aussi réside une autre différence de ces deux organisations. Si la Francophonie prétend rassembler avant tout les populations parlant la langue française, le Commonwealth est à l'origine une alliance économique dont la langue n'est qu'un outil.

[19] Communiqué conjoint Francophonie (OIF) et Union Africaine, 2018, Éthiopie

Pour ce qui est de l'Europe, il y a un vrai questionnement à entreprendre. Si d'un point de vue diplomatique comme nous l'expliquait Christophe Gigaudaut (Délégué Général aux Affaires Francophones), il n'y a pas d'opposition entre Francophonie et Union Européenne ; néanmoins dans les faits, une différence semble être ressentie.

Enfin, il est aussi pertinent de s'intéresser à la situation francophone au sein de JCI. Le français est une des 4 langues officielles de l'organisation avec l'espagnol, l'anglais et le japonais. Sur l'ensemble des membres JCI, environ 10% sont francophones. D'un point de vue organisationnel, au sein des organisations multilingues où le français est présent, les francophones sont toujours minoritaires – Suisse : 20% de Francophones. L'ensemble de l'Europe JCI compte entre 2500 et 3000 francophones, la majorité des JCI Francophones sont Africains (60% des JCI Africains sont Francophones). Dans les pays Africains, le français est la langue des échanges internationaux et la non-présence du Français dans les événements internationaux peut être un frein à l'intégration du continent Africain aux événements internationaux. On retrouve aussi cette difficulté chez les Français, puisque l'enseignement des langues étrangères n'est pas qualitatif en France et le niveau des membres n'est donc nécessairement pas suffisant pour être à l'aise sur des événements internationaux. JCI a aussi un historique particulier avec les mouvements francophones qu'il conviendra de prendre en compte. Dans les années 70 par exemple, une tentative avait été menée pour essayer de retirer le Français des langues officielles JCI, cette tentative avait échoué grâce au Président Mondial de l'époque Jean Claude Ferraud, Français.

Dans un spectre temporel plus récent, les mouvements Francophones au sein de JCI ont parfois été perçus comme hostile et il sera donc très important de faire en sorte de maintenir dans les actions mises en œuvre l'idée d'ouverture d'esprit et non de fermeture, la mise en avant de la multiculturalité et l'échange. La fraternité est l'une des valeurs clés de JCI, il faut donc faire en sorte de maintenir dans la mise en avant de nos besoins propres, la prise en compte des besoins et des points de vue des autres groupes linguistiques.

Les associations Francophones

Que ce soit au Canada, en France, en Europe, en Asie ou en Afrique, les associations œuvrant pour le développement francophone sont extrêmement nombreuses. Elles peuvent être des associations locales de développement, des fonds de solidarité réalisant des projets dans les pays francophones, des associations de préservation de la langue française, des regroupements d'anciens universitaires, et bien d'autres encore. Leurs actions varient du colloque et des conférences à la formation professionnelle en milieu rural, en passant par des dons d'équipements agricoles aux femmes en situation précaire pour les aider à devenir autonomes. Le champ d'intervention de ces associations couvre l'éducation, la formation professionnelle, l'aide humanitaire, le développement culturel et linguistique, entre autres.

Le travail de ces associations est en partie soutenu par des organismes institutionnels tels que l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) ou les ministères, mais elles sont également assez souvent indépendantes dans une certaine mesure. Il est difficile d'obtenir une mesure quantitative précise du nombre d'associations et de programmes soutenus par les institutions au cours des dernières années dans le monde francophone. En effet, le soutien de ces institutions dépend d'appels à projets dispersés sur différentes plateformes thématiques. Ces appels à projets ne précisent pas nécessairement le nombre de projets soutenus ni les budgets alloués. De plus, certains projets peuvent recevoir un soutien spontané en dehors de ces appels, ce qui rend leur analyse quantitative encore plus complexe.

Cependant, une analyse rapide du discours de ces organisations, des projets soutenus publiquement et des discussions avec les représentants de certaines associations, comme Jean-Pierre Chiaverini du Cercle des Solidarités Francophones, permet de comprendre comment s'organise l'action bénévole de la Francophonie dans le monde. Ces dernières années, la majeure partie des ressources de l'OIF se concentre sur les associations des pays du Sud, et plus particulièrement d'Afrique. Par exemple, dans le cadre de l'appel à projets « La Francophonie pour Elles », plus de 90 % des aides sont versées à des associations de pays Africains. Cette logique territoriale n'est pas basée sur les données actuelles concernant la proportion de francophones, mais peut en revanche correspondre aux projections de l'avenir de la démographie francophone, puisque potentiellement plus de 90 % des francophones seront africains d'ici 2050. Cependant, le soutien se tourne vers des thématiques spécifiques qui témoignent d'un attachement à une vision plus nordiste. Par exemple, six appels à projets sont dédiés aux femmes au cours des quatre dernières années, deux sont dédiés au développement durable et un est dédié à la culture cinématographique.

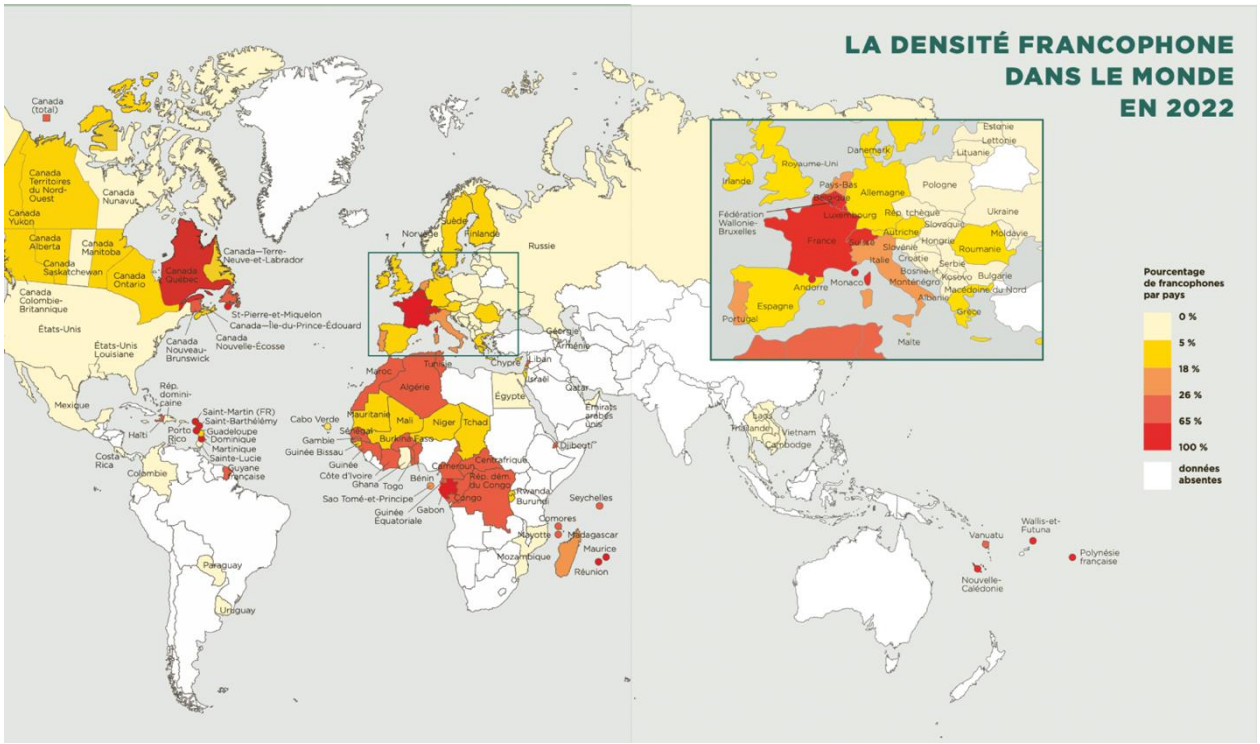
En ce qui concerne le soutien dans les pays du Nord, l'OIF a arrêté de soutenir certaines associations suite à ce changement de perspective. Elle n'apporte plus aussi facilement son soutien aux associations qui œuvrent pour le développement de la langue, mais se concentre sur des sujets plus thématiques et plus actuels. En France, on observe toutefois un soutien des ministères à des projets d'envergures liés à la Francophonie, comme les Maisons de la Francophonie, ainsi que le soutien de partenaires privés, comme Bic, dans le cadre de la Grande Dictée des Champs-Élysées 2023. Dans les pays du Nord, les formes d'action sont plus spécialisées et beaucoup plus formelles, et elles s'adressent à une population différente, plus érudite et plus âgée.

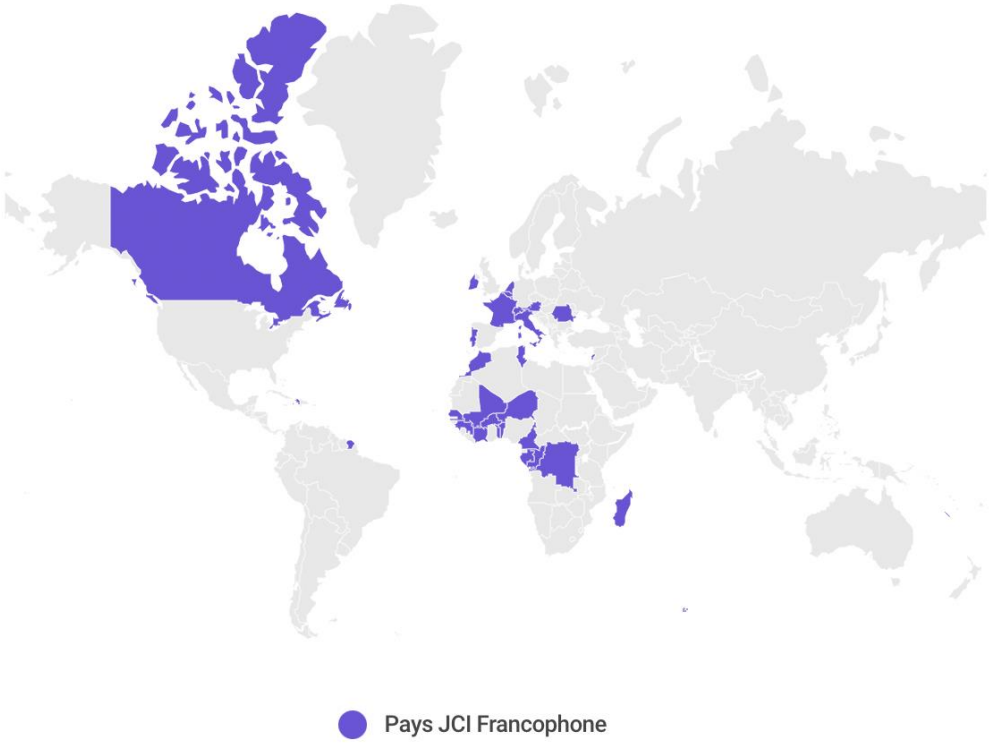
Fondamentalement, on peut distinguer deux formes d'action des acteurs civils associatifs. La première forme d'action, que l'on pourrait qualifier d' « action dynamique », est pragmatique et cherche à influencer les comportements habituels des populations dans le sens du développement, de l'autonomisation ou de la création de nouvelles forces. Cette forme d'action est très optimiste et opportuniste, cherchant à développer les solidarités afin de donner un nouvel élan à l'influence et à l'image francophones. En revanche, l'autre forme d'action, que l'on pourrait qualifier de « réactionnaire » ou « réactionniste » sans connotation négative, est plus axée sur des aspects techniques et tourne autour des grandes valeurs et idées. Elle vise à lutter pour l'influence francophone face à d'autres groupes linguistiques et cherche globalement à maintenir les bases de l'influence francophone dans un monde en évolution constante.

Qui sont les francophones ?

Nous avons déjà présenté notre définition des « individus francophones », tout comme nous l'avons fait pour le concept de pays francophones. La carte de l'Observatoire Francophone permet d'observer les lieux dans le monde où les francophones sont présents, ce qui nous permet de constater que la francophonie est présente partout dans le monde. Toutefois, il est important de souligner que cette présence globale cache le fait que certaines régions, comme l'Amérique du Sud par exemple, ne comptent en réalité qu'un petit nombre de francophones qui n'utilisent pas la langue au quotidien. En utilisant notre propre cadre de définition, notre carte serait donc similaire à la deuxième carte présentée (pays francophones ET JCI). On peut observer que le cadre francophone JCI se situe principalement en Afrique de l'Ouest et en Afrique subsaharienne, ainsi qu'en Amérique et en Europe.

Les pays francophones de l'Univers JCI





20

Afin de comprendre les attentes des francophones et les domaines d'action pour répondre à leurs besoins, il est nécessaire de se pencher sur les caractéristiques de ce peuple francophone.

[20] 1ère carte extraite de 'La langue Française dans le monde en 2022' 2ème carte réalisé par l'auteur sur la base des données de l'OIF et de la JCI

Tout d'abord, nous constatons que les francophones en Amérique du Nord sont minoritaires par rapport aux anglophones[21]. Au Canada, en dehors du Québec, les francophones constituent une minorité. Leur situation économique et sociale est également moins favorable que celle du reste de la population. Une première différence est observée dès l'école. Les francophones qui ont appris le français comme langue d'enseignement sont plus enclins que les anglophones à adopter l'anglais comme langue d'usage et à être bilingues. La seule région qui fait exception à cette observation est le Québec, qui est d'ailleurs l'un des principaux moteurs de la diffusion moderne du français vers les autres régions du Canada. Les francophones ont donc plus tendance que les anglophones à faire des efforts d'adaptation et à être bilingues, sans être nécessairement les plus volontaires dans cette démarche mais obligés à le faire pour ne pas subir de discrimination. De plus, leur situation économique diffère également, avec un taux de chômage plus élevé et une plus grande discrimination dans l'accès à l'emploi pour les francophones. Ces derniers occupent une proportion plus importante d'emplois peu qualifiés et sont également plus présents dans les métiers agricoles et dans les espaces ruraux. Ces différents facteurs expliquent ensuite les différences de richesse globale entre les francophones et les anglophones. En fin de compte, au Canada (hors Québec), être francophone signifie faire partie d'une minorité souvent économiquement moins favorisée que le reste de la population. La particularité du Canada est que ces discriminations n'ont aucun lien avec le niveau d'éducation, car les deux groupes linguistiques ont le même niveau d'alphabétisation, de scolarisation, etc., dans leur langue respective.

[21] Évolution comparée des revenus des francophones de l'Ouest canadien, Cahiers franco-canadiens de l'ouest, 1993, par Maurice Saint-Germain et Marc Lavoie, Université d'Ottawa

En Afrique, la situation diffère et varie selon les pays, mais surtout en fonction de l'histoire coloniale locale. De manière générale, ces dernières années, on observe que l'Afrique francophone a connu une dynamique économique favorable, la plaçant devant l'Afrique non francophone (avant la pandémie) avec une croissance annuelle du PIB supérieur d'un point aux chiffres de croissance de l'Afrique sur la période 2014-2018[22]. Cette croissance n'est cependant pas un dépassement puisque l'Afrique australe, majoritairement anglophone (et lusophone) produit plus de richesses. L'Afrique Francophone fait en revanche face à une vague de pauvreté transitoire très importante et décuplée par rapport aux autres parties du continent, notamment en raison de la jeunesse de sa population et d'une croissance démographique plus forte que sur le reste du continent. Cette situation est à la fois extrêmement problématique, car elle pose la question d'une recrudescence du travail des enfants dans des situations d'extrême pauvreté, mais elle représente également une opportunité pour la Francophonie afin d'étendre son influence, le nombre de locuteurs et son impact grâce à la scolarisation et à l'éducation. Par rapport au rôle de JCI dans les pays d'Afrique, on voit qu'il est très lié à la dimension linguistique. En effet, les organisations locales répondent à des problématiques différentes et sont donc sur des dynamiques très différentes. En Afrique anglophone, JCI est moins dynamique qu'en Afrique Francophone car il a un rôle moins important à jouer sur des thématiques « vitales » et agit pour la culture, le voyage, le networking... En Afrique Anglophone, le système éducatif est suffisamment développé pour que les jeunes aient accès aux notions de leadership, d'entrepreneuriat dès l'école, l'apport des formations JCI est donc moindre.

[22] Croissance économique des pays africains francophones, Jean-Damascène Habarurema, ministère des Finances du Québec dans la francophonie économique situation économique en Afrique francophone: enjeux et perspectives, Observatoire Francophonie Économique

À l'inverse les pays d'Afrique Francophone ont un système éducatif encore trop peu développé, JCI joue alors un rôle clé dans le développement des jeunes et apporte énormément à ces membres. Comme nous l'expliquait Achille Sonehekpon, Vice-Président Exécutive 2023 JCI pour l'Afrique et le Moyen-Orient, « JCI est une deuxième école » pour ces jeunes, leur vie d'une certaine manière, dépend de l'investissement JCI dans l'éducation. JCI s'investit en Afrique Francophone dans l'éducation et la formation mais aussi dans une moindre mesure dans une dimension 'business' en pleine croissance.

Sur l'éducation toujours, d'un point de vue étatique, on voit que les efforts se concentrent principalement sur les milieux urbains et donc sur les populations les plus aisées de ces pays. Le français est perçu en Afrique comme un moyen de progression sociale, étant la langue des élites qu'il faut savoir parler dans le domaine des affaires et dans tous les milieux influents. Le français est également la langue de la jeunesse, car ce sont généralement les personnes âgées qui utilisent les langues africaines comme langue d'usage, tandis que les jeunes parlent couramment le français dans leur vie quotidienne (dans les villes surtout).

Les travailleurs en Afrique francophone, tout comme les francophones canadiens (dans une moindre mesure), ont une forte tendance à exercer des professions agricoles.

Cependant, le travail agricole présente l'inconvénient d'une très faible valeur ajoutée, d'autant plus si l'on considère la faible mécanisation de l'agriculture en Afrique par rapport à d'autres producteurs agricoles internationaux. Par conséquent, ce domaine génère des revenus extrêmement faibles pour les populations.

En Afrique, le tableau n'est pas uniquement positif ou en développement. La relation avec la langue française au Mali ou à Madagascar, par exemple, est empreinte de haine et de mépris. Le français est encore perçu comme la langue du colonisateur. La présence et l'échec de certaines opérations récentes dans la région ont également contribué à l'apparition d'une certaine défiance envers la France et ses intérêts en Afrique francophone.

Sur ce point précis de la langue, même si les valeurs démocratiques, la liberté d'expression, la culture lient les citoyens Francophones, il faut aussi bien comprendre que la langue française est la base sur laquelle nous créons du commun et qui véhicule ces points communs. Les mouvements très récents que l'on observe dans les pays d'Afrique du Nord comme en Algérie ou au Sénégal de rejet de la langue Française ne sont donc pas très rassurants pour la conservation de bases solides et de points communs entre les populations francophones des Suds et celles du Nord. Dans ce cadre, le travail pour la langue française dans l'avenir doit être important pour apporter de la valeur à la langue et lui rendre une meilleure image, cela passe par la valorisation de celle-ci à l'international et cela doit aussi passer par des initiatives pour montrer que le français est utile et n'est pas qu'un moyen de transmettre aux populations africaines des contenus et des avantages qu'ils pourraient avoir en anglais.

L'avenir de la Francophonie

Dans le cadre de cette analyse, nous avons jusqu'à présent présenté la Francophonie, ses acteurs, son fonctionnement, etc. Bien que cette présentation nous permette de cerner certaines dynamiques et de mieux comprendre le sujet, il est également essentiel, dans le cadre de la mise en place d'actions, de comprendre les attentes des Francophones et des Jaycees pour l'avenir. Ce deuxième questionnement nous permettra de saisir ce qui attire les jeunes francophones à travers le monde et sur quoi nous devrons donc nous engager dans le cadre de nos propositions d'actions. L'idée est également de comprendre comment nos actions peuvent se développer et s'intégrer dans l'écosystème des actions francophones, afin d'être au bon endroit, au bon moment et, si possible, soutenus.

Les attentes Francophones pour l'avenir

Pour comprendre les attentes des Francophones pour l'avenir, nous allons nous concentrer sur deux groupes cibles. Tout d'abord, les Jeunes Francophones en utilisant les réponses à la Consultation « La Francophonie de l'avenir » de l'OIF publiée en 2020. Cette étude présente plusieurs avantages : elle étudie les attentes des jeunes du monde entier, y compris dans les pays non-membres de l'OIF, elle fournit des données classées par région du monde, et elle comprend des données qualitatives contenant une multitude d'idées des jeunes dans tous les domaines.

Cependant, elle présente également quelques défauts : un manque de représentativité de l'espace francophone mondial, avec certains espaces ayant été davantage interrogés que

d'autres par exemple l'Afrique de l'Ouest et l'Europe orientale ont été sur-représentés et à l'inverse l'Europe occidentale a été sous-représentée.

Notre deuxième groupe cible est constitué des Jaycees français, francophones et européens. Nous allons développer les attentes de ces derniers à partir de la consultation réalisée auprès des présidents nationaux de notre sélection de pays francophones JCI, ainsi que des entretiens et des ateliers qui ont eu lieu lors de la Convention Nationale Française de Nantes en 2023. Alors que la première partie sera basée sur un échantillonnage relativement important, la seconde partie sera plus qualitative et reposera sur une collecte de données plus restreinte.

Les attentes des jeunes

La population francophone est jeune, comme nous l'avons mentionné précédemment. Les attentes des jeunes sont donc très importantes pour l'action à court et à long terme. Les premières données que nous pouvons mettre en avant proviennent de la consultation « La Francophonie de l'Avenir » réalisée par l'OIF en 2020. Cette étude permet de comprendre les attentes des jeunes du monde entier, y compris des pays non-membres de l'OIF. Elle fournit des données qualitatives qui regorgent d'idées dans divers domaines.

La première question posée lors de la consultation était : « Qu'est-ce que la Francophonie représente pour vous aujourd'hui ? »

Pour les jeunes, la Francophonie représente le partage de la langue française, d'une histoire commune et d'une culture partagée. C'est également l'appartenance à un réseau d'individus et d'opportunités mondiales favorisant le développement. Elle incarne également un ensemble de valeurs communes, notamment la défense de la liberté d'expression.

La deuxième question était : « Que devrait être la Francophonie de demain ? »

Selon les réponses, **les jeunes estiment que la Francophonie de demain devrait être un espace de développement durable, attrayant d'un point de vue économique, et où l'éducation de qualité est universellement accessible**. Ces attentes reflètent globalement les idées des jeunes du monde entier. Toutefois, il est important de comprendre que l'échantillon utilisé dans l'étude ne représente pas pleinement les Francophones et leurs attentes diversifiées dans le monde entier. Les attentes peuvent varier en fonction des régions et des problématiques locales.

Il est également intéressant de noter que les sujets de moindre importance pour les jeunes francophones en ce qui concerne l'avenir sont le développement numérique et le développement de la Francophonie elle-même. Cette information souligne l'importance de modifier le titre et l'approche de notre rapport.

Ensuite, au-delà des questions plus philosophiques, on trouve également des questions plus pratiques concernant les domaines d'actions en Francophonie pour la société civile et les organisations internationales et institutionnelles.

Cinq domaines se dégagent :

- Entrepreneuriat
- Social
- Éducation (à égalité avec le domaine social)
- Culture
- Environnement

La Francophonie institutionnelle joue aujourd'hui un rôle important dans les domaines de l'éducation et de la culture, et dans une moindre mesure de l'entrepreneuriat. Cela nous laisse

donc la possibilité de développer des actions dans les domaines social, environnemental et entrepreneurial tout en répondant aux attentes des jeunes.

Selon les zones géographiques, les priorités sont les suivantes :

- En Afrique, les deux principales priorités populaires pour l'avenir sont le développement de l'éducation et de l'emploi. En plus de ces préoccupations régionales, des préoccupations locales ajoutent certaines nuances : en Afrique de l'Ouest, la santé est considérée comme un enjeu majeur, tandis que pour l'Afrique du Nord, la sécurité est une préoccupation importante. Ces populations attendent une aide dans les domaines de l'éducation et de l'entrepreneuriat. D'autres nuances apparaissent également, car l'Afrique du Nord exprime des attentes en matière d'aide sociale (humanitaire) et l'Afrique de l'Ouest des attentes culturelles. Le développement culturel et le développement économique (comprenant l'emploi et l'entrepreneuriat) sont des domaines où les populations attendent une intervention de la Francophonie institutionnelle ;

- En Amérique du Nord, les priorités sont l'emploi, l'égalité et l'environnement. Les domaines dans lesquels les francophones attendent une aide et une collaboration sont le développement durable et l'égalité. En ce qui concerne la Francophonie institutionnelle, les Américains souhaitent que celle-ci contribue à l'amélioration de l'éducation, au développement et à la diffusion culturelle, ainsi qu'à l'accélération des migrations et des flux de capitaux. On observe une différence très marquée dans les préoccupations de ces deux régions, presque totalement opposées dans leurs priorités. Alors que l'Amérique du Nord considère le développement durable comme l'un des sujets majeurs de l'avenir francophone, l'Afrique du Nord considère le développement durable comme le dernier domaine d'action qui doit intéresser la Francophonie. Nous reviendrons sur cette opposition qui n'est pas dénuée de sens, mais qui reflète la logique d'opposition Nord-Sud liée aux différences de développement ;

- En Amérique latine, les priorités sont le développement durable, l'emploi et l'éducation. Dans cette région du monde, on observe une attente particulière en matière d'aide sociale, d'éducation et d'entrepreneuriat. Les attentes spécifiques de la Francophonie institutionnelle sont similaires, à l'exception du domaine social qui est remplacé par la culture dans l'ordre des préoccupations. On observe ici, tout comme pour les pays africains, une convergence d'intérêts dans les domaines de collaboration francophone, bien que les priorités diffèrent ;

- En ce qui concerne l'Europe, contrairement à la zone africaine, il n'est pas possible d'étudier collectivement les différentes volontés. En effet, les francophones d'Europe de l'Ouest sont sensibles aux questions d'égalité, de développement durable et d'accès au logement, tandis que les francophones d'Europe orientale sont davantage préoccupés par l'éducation, l'emploi et l'environnement.

En ce qui concerne les attentes spécifiques en matière de collaboration, l'Europe occidentale manifeste un intérêt pour le développement durable et l'égalité, tandis que l'Europe orientale recherche une amélioration du domaine éducatif grâce à la collaboration francophone. Les deux parties du continent convergent dans leurs attentes envers l'OIF, puisque les francophones des

deux parties de l'Europe attendent de l'OIF des actions dans les domaines de la culture et de l'éducation. En outre, les francophones orientaux souhaitent également un travail dans le domaine social, tandis que les francophones occidentaux mettent l'accent sur la mobilité citoyenne.

Si l'on considère chaque région de manière équivalente, on constate que les sujets privilégiés sont l'emploi, l'éducation, et l'environnement en ne prenant pas en compte les priorités des jeunes d'Afrique du Nord. En ce qui concerne les attentes envers la Francophonie institutionnelle, les deux domaines où les jeunes attendent le plus d'actions de la Francophonie sont l'éducation et la culture. L'entrepreneuriat revient également fréquemment dans les pays du Sud, tandis que l'égalité est une préoccupation pour les pays du Nord.

Région du monde	Priorité	Attentes Francophones	Attentes Francophonie Institutionnelle
Afrique du Nord	Éducation Emploi et Sécurité	Éducation (+ gros écart sur le reste) Entrepreneuriat et Social	Culture et Économie Environnement préoccupation la moins importante (sensibilisation donc très nécessaire)
Afrique de l'Ouest	Emploi Éducation et Santé	Éducation Culture et Entrepreneuriat	Éducation Culture et Entrepreneuriat
Amérique du Nord	Égalité Emploi et Environnement	Environnement et Égalité	Éducation Culture et Mobilité
Amérique du Sud	Environnement Emploi et Éducation	Social Éducation et Entrepreneuriat	Éducation Culture et Entrepreneuriat
Europe occidentale	Égalité Environnement et Sécurité Logement	Environnement et Égalité	Éducation Culture et Mobilité Citoyenne
Europe orientale	Éducation Environnement et Emploi	Éducation	Éducation Culture et Social

INCUBATEUR DE LEADERS CITOYENS
www.jcef.asso.fr

Asie Pacifique	Éducation Emploi et Environnement	Culture Social, Environnement Économie	Éducation Culture Social [23]

Les attentes des Jaycees

Pour comprendre les attentes des Jaycees francophones, nous avons réalisé une consultation auprès des Présidents nationaux des organisations JCI Francophones listées en annexe, durant les mois de juin et juillet 2023. Dans ce cadre, nous avons pu recueillir les réponses de 14 pays sur les 31 membres de notre groupe, concernant leurs priorités nationales, leur positionnement au sein de l'écosystème JCI international et leur niveau d'engagement souhaité au sein du réseau dans l'action et l'implication internationale.

D'un point de vue chiffré, nous avons pu tirer quelques statistiques très intéressantes. Tout d'abord, il est évident que l'international suscite un grand intérêt au sein des Organisations Nationales, puisqu'à la question « Quelle est l'importance de l'implication internationale pour votre organisation ? », la note moyenne est de 7,14/10 définissant le niveau d'importance accordé à l'international. Cependant, il est préoccupant de constater que 4 pays, tous situés en Afrique, ont exprimé un intérêt relativement faible de 4/10 pour l'international. En excluant ces 4 pays, la moyenne de l'intérêt international atteint 8,4/10, avec des notes variant de 7 à 10.

[23] Pas dans notre cadre d'étude

Toutefois, ces résultats peuvent être considérés comme une source de potentiel, soulignant le besoin pour la JCI et les collaborations internationales de se renouveler dans ces régions afin d'adopter une approche plus adaptée pour répondre aux attentes de ces organisations.

Les autres données statistiques que nous avons recueillies, concernant la langue, sont tout aussi intéressantes. Il est clair que l'anglais est la langue pratiquement universelle pour les échanges, mais il est également notable que le français, dans le contexte européano-africain, est la seule langue secondaire parmi les quatre langues officielles à être utilisée dans les échanges internationaux. En ce qui concerne l'utilisation du français à l'échelle internationale, la grande majorité des organisations nationales souhaiteraient l'utiliser davantage. En opposition, relativement peu d'organisations souhaiteraient par contre qu'il y ait une utilisation moins importante de l'anglais soulignant qu'il n'y a donc pas une volonté des francophones de remplacer l'anglais par le français. Enfin, sur le plan statistique, nous constatons que les thèmes principaux des organisations JCI francophones sont les affaires (emploi, entrepreneuriat), le développement durable et l'éducation/formation.

D'un point de vue plus qualitatif, cette étude nous a également permis de comprendre les attentes des JCI francophones pour les années à venir. Tout d'abord, les réponses à la question "Quels sont les grands thèmes sur lesquels votre organisation nationale travaille ?" nous ont permis de constater que les organisations nationales partagent quasiment universellement des thèmes communs, notamment les thématiques liées aux affaires, à l'emploi et à l'entrepreneuriat qui touchent plus de 80% des organisations, suivies de près par la thématique du développement durable qui concerne 70% des organisations.

Ensuite, on retrouve des thématiques plus spécifiques et secondaires propres à chaque organisation, telles que la santé, le social, l'égalité des chances, la collaboration internationale, etc. Par ailleurs, indépendamment de la division thématique nationale au sein des Jaycees, nous observons des attentes et des pratiques très similaires à l'échelle internationale, au sein de tout le réseau.

Pour ce qui est des pratiques, on voit que l'international représente pour les organisations JCI 3 axes d'actions :

- Création et alimentation de jumelage ;
- Mise en avant et participation des membres aux événements internationaux ;
- Formation en ligne et partagée.

Donc l'international pour les organisations JCI regroupe des actions liées aux formations, événements et collaborations bilatérales.

Les attentes concernant le déploiement de nouvelles collaborations francophones ou internationales se concentrent sur plusieurs aspects. Tout d'abord, les organisations JCI souhaitent une augmentation des échanges informationnels et culturels, permettant ainsi un partage plus approfondi entre les différents acteurs. Elles aspirent également à la mise en place d'une plateforme commune d'échanges qui faciliterait la présentation des événements organisés par chaque JCI, favorisant ainsi la visibilité et la participation de tous.

De plus, les organisations JCI expriment le désir de concrétiser des projets communs qui seraient réalisés simultanément et conjointement, ce qui permettrait de redynamiser le réseau et de tirer parti de son envergure. Parallèlement à cela, elles demandent également une intensification de ce qui existe déjà en termes de formations et de rassemblements internationaux, soulignant ainsi l'importance de ces moments d'apprentissage et de rencontres.

On voit que ces différents points (partage, action, rencontre, formation) servent différents objectifs et doivent mener à repenser certaines de nos façons de faire. Par exemple, il est à déplorer le fait que les communications ne mènent pas à des partages d'actions, d'expériences et de bonnes pratiques plus importantes. Derrière la volonté d'actions communes, on comprend aussi l'envie des JCI de ne plus seulement travailler ensemble chacune de leur côté sur des thématiques identiques mais une volonté de travailler ensemble sur des actions réellement communes, on veut « rendre effective la collaboration »[24].

[24] Consultation JCEF 2023 «Compréhension des positionnements stratégiques internationaux JCI »

Propositions d'actions pour un réseau JCI Francophone influent et solidaire

Dans la deuxième partie de notre étude, nous nous concentrons sur la présentation de propositions d'actions liées à l'espace francophone. L'objectif est de proposer de nouvelles pistes de travail tenant compte de la conjoncture francophone actuelle et des attentes des jeunes et des Jaycees Francophones. Dans ce contexte, nous présentons des possibilités d'actions pertinentes, réalisables simplement bilatéralement ou avec de faibles moyens, mais aussi des actions plus ambitieuses qui visent à avoir un impact sur l'écosystème JCI ainsi que sur les réseaux économiques et culturels francophones de manière plus large. Notre objectif est de fournir des possibilités d'actions clés en main, réalisables et adaptées à notre sujet de recherche.

Le rôle que nous devons avoir, les limites que nous devons respecter, les objectifs de l'action francophone

Avant de détailler ce sur quoi nous allons proposer des solutions, il est important de présenter quelques recommandations quant au cadre dans lequel ces actions et ces collaborations doivent se réaliser.

Premièrement, il est nécessaire de discuter de la perception des mouvements francophones au sein de JCI et des comportements à adopter en ce sens afin de ne pas s'aliéner une partie de l'organisation dans le cadre de collaborations francophones. Dans le passé, la question de la langue française en tant que langue officielle de JCI a été remise en cause, et à l'inverse a été soutenue par des initiatives de promotion de la francophonie. Cependant, ces mouvements ont souvent été perçus comme hostiles, discriminatoires et allant à l'encontre de la valeur de "fraternité" de JCI.

Dans le cadre de nos propositions, il est important de tenir compte du fait que nos actions, bien qu'orientées vers la francophonie, seront également visibles par d'autres groupes linguistiques. Il est donc essentiel de veiller à ce que nos actions puissent également s'adresser à eux ou leur être ouvertes, quand cela représente un intérêt.

Les actions de collaboration francophone doivent être guidées par l'ouverture d'esprit et produire des résultats bénéfiques pour l'ensemble de la société, sans distinction. Le mouvement doit permettre aux francophones d'occuper un rôle moteur et influent au sein de JCI, sans pour autant engendrer une compétition d'influence entre anglophones, francophones, hispanophones ou nipponophones. L'idée est donc de saisir l'opportunité offerte par la langue pour rapprocher les peuples, construire des solidarités et progresser ensemble, tout en évitant l'émergence de rivalités. Ces éléments, en plus des propositions formulées dans ce document, doivent également être pris en compte dans la façon dont la collaboration francophone sera organisée, afin de ne pas créer de scission au sein de JCI entre les francophones et les autres membres.

Deuxièmement, un point un peu moins objectif. L'étude de l'espace francophone nous a permis de comprendre qu'il offre d'énormes opportunités et défis pour l'avenir. Cependant, cette étude nous a également fait réaliser que, même dans les scénarios les plus optimistes, le français est destiné à rester une langue secondaire derrière l'anglais dans presque tous les domaines. Bien que cette information ne nous empêche pas d'encourager le développement de solidarités, de liens et d'échanges au sein de l'espace francophone, elle remet en question la pertinence d'une action de développement francophone à une échelle plus globale. En effet, l'espace francophone compte un nombre important de pays en développement et notamment avec l'Afrique, une région à très haut potentiel démographique. Il est bénéfique de développer des réseaux d'interconnexion avec ces pays.

Toutefois, la promotion du français pose le problème potentiel de limiter l'Afrique sur le marché international, étant donné que les échanges internationaux se font en anglais. Il est donc

nécessaire de se demander si agir en faveur de la francophonie ne pourrait pas, à terme, représenter une erreur entravant le développement de ces pays.

Avant de détailler nos propositions, il est important d'aborder les raisons globales, au-delà des aspects linguistiques, qui font des collaborations internationales un sujet crucial pour l'avenir de JCI. Pour les membres de JCI, l'international se manifeste principalement à travers des événements et des formations. Cependant, l'accessibilité aux événements internationaux est limitée en raison de plusieurs facteurs.

Le premier obstacle à l'accès aux événements internationaux est le coût élevé de ceux-ci. En effet, les tarifs des événements internationaux sont souvent prohibitifs et peuvent être totalement inabordables en fonction de la situation économique des États et des membres. Ce manque d'accessibilité pose un problème, car la participation aux événements internationaux fait partie des facteurs qui favorisent la fidélisation des membres à long terme et est donc, essentielle à la pérennité de l'organisation.

Il ne s'agit pas de remettre en question le format des événements internationaux, qui ont déjà fait leurs preuves. Cependant, il serait intéressant de réfléchir à des moyens de favoriser les échanges internationaux à moindre coût, permettant ainsi l'obtention potentiel des mêmes effets que les événements internationaux, mais de manière plus ouverte et accessible.

Enfin, en accord avec la situation en France, mais également en réponse aux attentes exprimées par les francophones lors de la consultation, il est essentiel que les actions de collaborations internationales contribuent à relancer des dynamiques d'adhésion et d'actions positives pour les organisations nationales en perte de vitesse.

Les champs d'actions

Historiquement, les pays du Nord et du Sud ont souvent été opposés en raison de différences de développement, de facteurs sociologiques, politiques et industriels. Cette division Nord-Sud est l'un des éléments qui rendent aujourd'hui le développement de la Francophonie important. Le développement francophone peut en effet favoriser la convergence de ces pays autour de

valeurs communes et offrir de vastes possibilités de collaborations économiques, sociales et culturelles à long terme. Cette possibilité de se rassembler derrière la francophonie nous impose aussi, de prendre en compte le fait que chaque zone du monde a ses propres préoccupations. Il faut donc, dans la préparation d'actions communes, faire des compromis pour respecter la volonté de chacun. Par exemple, faire du développement durable, c'est bien, mais le faire dans le cadre du développement entrepreneurial permettant l'autonomisation des peuples, c'est mieux !

Au cours de la première partie, nous avons passé en revue les différentes facettes de la francophonie, des acteurs aux thématiques en passant par les caractéristiques de sa population. Nous avons également étudié les attentes des francophones pour l'avenir, identifiant les points d'intérêt principaux ainsi que ceux à délaisser tout en analysant quels soutiens nous pourrions obtenir, de quels partenaires et en fonction de quelles actions.

En combinant toutes ces informations, nous avons choisi de centrer nos propositions autour de trois grands axes, tout en réservant deux points de travail pour le futur sans y apporter de réponses pour le moment.

Nous traiterons donc :

- Une partie économique
- Une partie liée au développement durable
- Une partie liée au développement culturel

Nous laisserons de côté les questions liées à :

- La formation, l'éducation
- La langue

Le choix de ces 3 axes seront justifiés dans les parties dédiées à chacun des axes. Le choix de ne pas formuler de proposition d'actions en lien à l'éducation et la langue est lié à différents facteurs. Par exemple, concernant la langue, le sujet du développement de la langue était à l'unanimité le sujet le moins important pour les jeunes francophones, étant donné que la JCI est une association pour les jeunes de 18 à 40 ans, le désintérêt des jeunes pour ces questions était un indicateur qu'il ne fallait pas s'attarder sur le sujet. Pour l'éducation et la formation, en revanche, c'est une priorité à la fois des jeunes et à la fois des Jaycees, pourquoi alors ne pas s'y intéresser dans le cadre de notre étude ? Bien que nous n'ayons pas détaillé les actions internationales JCI en cours, ou en préparation, il y a déjà sur ce sujet de nombreux travaux entrepris, inutile dans ce cadre de développer des axes en doublon.

Enfin, en ce qui concerne la langue, le deuxième risque est que nos actions francophones soient perçues comme hostiles. Afin d'éviter cela, nous n'avons pas souhaité concentrer nos efforts dans ce domaine.

Si toutefois, dans un futur proche ou lointain, une organisation souhaitait travailler sur ces sujets, il est intéressant de noter quelques idées proposées dans la Consultation "La Francophonie de l'Avenir" ou issues de réflexions menées au cours de notre étude :

- Académie Francophone : Il pourrait être intéressant de créer une plateforme ou une académie dédiée à la diversité des variantes de la langue française à travers le monde, permettant de répertorier les termes spécifiques à chaque déclinaison locale. Dans le cadre de la JCI, un projet en lien avec cette idée pourrait consister à créer un lexique ou un répertoire du vocabulaire de l'engagement, mettant en valeur les différentes expressions utilisées dans les différentes régions francophones ;
- Badge linguistique : Récemment, lors des événements internationaux, un badge "JCI Francophone" a été introduit pour identifier les francophones en utilisant le logo de l'OIF. Cependant, ce choix peut être remis en question pour plusieurs raisons. Tout d'abord, l'OIF ne représente pas tous les francophones, ce qui exclut certains membres de la communauté francophone. De plus, ce symbole a une connotation politique et crée une distinction entre les francophones et les personnes parlant d'autres langues. Afin de résoudre ces problèmes, il serait préférable de créer un "badge linguistique" qui indique les langues parlées par chaque personne lors des événements internationaux (par exemple : espagnol-anglais ou anglais comme langue principale, espagnol comme langue secondaire). Cela permettrait de se reconnaître mutuellement tout en respectant la diversité linguistique.

- Mettre en place une reconnaissance des diplômes et certifications avec un système commun à l'échelle francophone. Dans le contexte de JCI, cela pourrait être réalisé en déployant le CV Citoyen à l'échelle francophone, ce qui permettrait de reconnaître universellement les engagements bénévoles des membres. Cela faciliterait la valorisation des compétences et des expériences acquises au sein de JCI ou d'autres associations, en favorisant une reconnaissance harmonisée à travers les pays francophones ;
- Créer une université francophone virtuelle. Dans le cadre de JCI, cela pourrait se concrétiser par la création d'une plateforme de formation accessible à l'ensemble du monde francophone. Cette plateforme offrirait des formations en ligne disponibles 24 heures sur 24, ainsi que des sessions de formation animées par des formateurs qualifiés. Cette initiative permettrait de renforcer les compétences des membres de JCI et des francophones en général, en offrant un accès facile à des programmes éducatifs variés et de qualité ;
- Proposer des formations pratiques et de courte durée dans des domaines tels que la mécanique automobile, la chaudronnerie, l'électronique, la cuisine, la pâtisserie, l'agriculture, l'électricité, le bâtiment, etc.

Nos propositions

Pour rappel, nous ferons des propositions ici sur trois thématiques :

- Culture
- Économie
- Développement durable

Afin d'apporter des solutions sur ces thématiques, nous présenterons un constat général pour comprendre l'intérêt d'agir dans ces domaines et montrer les éléments de l'enquête auxquels l'action répond. Ensuite, nous présenterons une idée, un objectif lié à la thématique, différentes déclinaisons d'actions pour atteindre cet objectif, et enfin une présentation des effets escomptés pour ces actions.

Action pour la culture

Dans le cadre francophone, une action en faveur de la culture lancée par le biais de JCI pourrait être extrêmement bénéfique. L'enjeu actuel du développement culturel au sein de la Francophonie se situe dans la nécessité de réussir à « mieux » diffuser les contenus francophones. Le second enjeu consiste à trouver des moyens d'obtenir une diffusion culturelle qui soit moins unilatérale pour mettre en valeur dans l'ensemble de l'espace francophone, la pluralité de cultures qui le compose.

Sans rentrer dans les détails, on voit que dans l'état actuel des choses, les initiatives institutionnels et associatives (surtout en Europe) sont déjà relativement nombreuses et conséquentes pour le déploiement des contenus. Le problème actuel ne se situe donc pas dans un manque de moyen mais dans l'efficacité et la pertinence de ces moyens vis-à-vis de la cible visée.

Création d'un programme d'échange culturel semi-physique et semi-virtuel, semi-individuel et semi-collectif avec une diffusion pour tous les membres et au-delà !

La difficulté rencontrée par les canaux traditionnels pour atteindre leur public s'explique par des questions d'image (rancœurs historiques, par exemple), la portée des médias de diffusion (moindre présence dans les zones rurales) ou simplement par le choix d'allocation des ressources (manque de partage culturel du Sud vers le Nord). JCI peut avoir un impact significatif car il bénéficie d'un réseau largement implanté dans les territoires, d'une image neutre et peut offrir de nouvelles formes d'échanges et de diffusions culturelles qui seraient moins unilatérales.

Une action visant le partage culturel au sein de JCI pourrait répondre, à long terme, à plusieurs attentes. Tout d'abord, cela pourrait encourager les Jaycees à se rendre dans de nouveaux pays et à envisager la découverte de cultures qu'ils n'auraient pas imaginé explorer auparavant. Cela permettrait également de créer des liens et des moyens de communication entre les Jeunes Chambres, qui pourraient ensuite être réutilisés pour d'autres formes de partage, tels que le partage d'actions ou de bonnes pratiques. De plus, cela donnerait la possibilité à des pays moins entendus sur la scène internationale de présenter leur culture et leurs atouts.

Ensuite, grâce au réseau local de JCI, cela pourrait permettre d'atteindre des populations qui n'ont généralement pas accès aux ressources culturelles. De plus, étant donné que les rencontres internationales sont une occasion de partage culturel, et que la participation à ces événements est motivée, au moins en partie, par le désir d'en apprendre davantage sur les autres, une action de partage culturel pourrait servir à trouver des alternatives plus accessibles aux échanges internationaux. Cela donnerait également aux Jaycees encore plus de raisons de participer à ces événements. Cela répondrait enfin aux attentes des jeunes en termes de demandes d'actions, ainsi qu'aux demandes des Jaycees, tant directement qu'indirectement.

L'axe culturel est également celui sur lequel il est le plus facile de lancer des actions à court terme, ce qui permettrait, dans le cadre d'une collaboration francophone, d'apprendre à se connaître et à travailler ensemble avant de passer à des projets plus ambitieux.

L'idée de ce programme est simple : dans chaque pays francophone, 1, 2, 3, 4 personnes ou plus selon la taille du programme représentent leur pays, leur ville, leur culture. Dans le cadre ce programme, il faut que chaque pays ait exactement le même nombre de représentants pour garantir un partage multiculturel égalitaire et donner à chacun, les mêmes chances de s'exprimer. Pour garantir cela tout en ayant plusieurs personnes dans le programme, on peut par exemple, réaliser des phases de candidatures multiples pour choisir chaque fois, un seul candidat. Tant que tous les pays trouvent un nouveau représentant et souhaitent continuer à élargir le nombre de participants, on continue. Quand un pays n'a plus assez de demandes de participations pertinentes, on arrête.

Ensuite, à travers différentes activités, ces représentants nationaux échangent les uns avec les autres par différents canaux (détaillés ci-après) et leurs échanges sont partagés sur les réseaux sociaux ou autres. En addition, ce canal de diffusion pourrait servir aussi à partager les

informations en lien aux évènements et aux actualités francophones (à réfléchir car trop de contenu réduirait le niveau d'engagement sur les diffusions des échanges culturels).

L'intérêt à faire ce programme entre francophones ?

Outre les raisons de découvertes multiculturelles déjà évoquées, il y a aussi derrière cette action un réel avantage à la réaliser en Français puisque partageant la même langue, il sera bien plus facile de partager et créer des liens.

De plus, la volonté de se découvrir les uns les autres répond bien à l'idéal d'ouverture d'esprit et cette action est donc pertinente puisqu'elle n'a pas de dimension excluante ou négative pour les autres ensembles linguistiques.

Concernant les types d'actions proposés ci-après, il n'y a pas d'obligations quant aux nombres d'entre elles à réaliser pour obtenir un programme pertinent, et toutes les réaliser pourraient aussi se retrouver contreproductif ; il faut toutefois faire en sorte de combiner toutes les formes d'échanges pour obtenir une action globale enrichissante pour tous les acteurs.

Les types d'échanges possibles entre les membres de chaque pays :

Les échanges anonymes

- L'envoi de lettre : l'idée de toutes les actions consistant à l'envoi de quelque chose doit reposer sur le principe stimulant que l'on ne sait pas en envoyant notre lettre (ou autre) à qui on l'envoie et ce que l'on va recevoir en retour. Dans la lettre (ou capsule…) qui pourrait être la première étape du programme d'échange le membre va raconter comment il vit et tout point lié à sa culture qui pourrait surprendre, étonner par rapport aux clichés ou toutes les informations qu'il veut partager ! Cette lettre est ensuite envoyée à un autre membre du programme qui lui-même envoie sa lettre à un autre membre, et ainsi de suite. À réception, le membre qui reçoit la lettre se filme, raconte ce qu'il a appris, ce qu'il savait déjà et donne sa réaction, la vidéo et la lettre (les plus intéressantes) sont ensuite diffusées sur les réseaux ;
- L'envoi de colis : envoyer un colis permet de donner une dimension « physique » à l'échange, chaque représentant rassemble pour une valeur définie à l'avance (20, 30, 40€ ou +) des spécialités locales (objets, nourritures…) qu'il envoie à l'international et il reçoit lui-même un colis en retour. L'international à bas prix ! Pour garantir les échanges, le choix des envois entre les pays se fait en prenant bien en compte les réglementations pour garantir des échanges sécurisés, rapides, possibles et à bas coûts… Pour faciliter les échanges, on peut imaginer le recours à un siège national « point-relais » par région du monde pour centraliser les échanges et assurer leurs réalisations simultanées (ex. Irlande → France → Changement de continent Tunisie → Sénégal). Niveau partage RS, etc. même format que pour les lettres.

Les échanges par binôme

- Moment de partage : pour cibler spécialement ce qui intéresse les membres dans la découverte de l'autre et offrir des moments de partages réels. On peut proposer aux différents représentants un formulaire avec différents domaines : cuisine, art oratoire, art, histoire, politique, économie locale, sport… (conserver une liste assez restreinte pour avoir au moins 2 représentants sur chaque thématique) et demander de choisir un domaine sur lequel ils aimeraient partager, raconter ou faire apprendre quelque chose. Et à l'inverse un domaine sur lequel ces représentants aimeraient en apprendre plus. Une fois cela fait, on met pour chaque thématique en relation des duos. Exemple : intérêt pour apprendre la cuisine d'une autre culture : je vais être mis en relation avec quelqu'un qui veut apprendre à quelqu'un une recette. Cette personne va m'envoyer une liste d'ingrédients et ensuite sur un créneau fixé ensemble, réalisation de la recette en visio ensemble. L'idée est que chaque personne puisse avoir 2 échanges avec 2 personnes différentes. De cette façon, il donne et reçoit forcément quelque chose. Niveau diffusion, il serait intéressant que les 2 personnes filment et décident de comment raconter leurs échanges ensemble pour stimuler les travaux collaboratifs !

Les échanges tous réunis

- Rassemblement date clé : au cours de l'année, les représentants de chaque pays pourraient choisir une date et animer à ce moment un moment de présentation d'un jour important pour leur pays soit pour des raisons historiques, religieuses, culturelles, … Présentation de ce jour, cette fête, question des autres représentants et si engouement rediffusion ou diffusion des échanges pour les intéressés à travers le monde ;
- Rassemblement thématique : afin de profiter de cette plateforme pour stimuler l'action des ONM/OLM impliqués, les organisateurs pourraient organiser des moments d'échanges sur des thématiques spécifiques pour partager les pratiques et actions déjà réalisées par les uns et les autres. Cette forme d'échange pourrait être l'occasion de créer de nouvelles idées d'actions et pourrait donner lieu par exemple au partage chaque année d'une 'liste d'actions francophones' à destination de toutes les organisations. Des échanges supervisés par les organisateurs peuvent aussi être le moyen de créer des dynamiques d'échanges et de rapprocher les uns et les autres malgré la distance. Dans le cadre de ce type d'échanges thématiques, il serait intéressant de proposer l'intervention d'experts des sujets traités ;
- Rassemblement sur les événements : lors des événements internationaux, ce groupe pourrait être à l'initiative des rassemblements et discussions entre francophones.

Effets escomptés et remarques

Ces actions couplées avec une agilité numérique et un outil informatique adapté peuvent être réalisées avec très peu de moyens et d'investissement de la part des organisateurs. Elle peut permettre la mise en relation de Jaycees en leur offrant une expérience vraiment intéressante, elle offre la possibilité à des cultures d'être présentées et d'avoir le même niveau d'exposition que d'autres beaucoup plus connues. Il est aussi possible que cette action n'intéresse pas et pour déterminer s'il est intéressant de la poursuivre, il faudra se concentrer à la fois sur les retours de ceux qui la réalisent et de ceux qui la suivent. Cette action peut être très intéressante car elle peut servir de préparateur et de plateforme pour recruter les membres qui agiront sur les actions plus ambitieuses présentées ultérieurement. Aussi, il y a un intérêt côté partenaire à déployer un tel programme puisque cela peut permettre à des entreprises locales (de rillettes pour la France par exemple !) d'avoir une ROI supplémentaire en soutenant une JCEL ou la JCEF grâce au partage d'un de ces produits à l'international avec dégustation et réaction ! Cette action pourrait aussi être un moyen de rapprocher JCI des organisations institutionnelles et diplomatiques de la Francophonie dont elle pourrait recevoir le soutien. Enfin, ces actions s'inscriraient aussi dans les objectifs de JCI. Le niveau de réussite de ces actions dépendra du niveau d'intérêt des représentants nationaux et c'est pourquoi il est essentiel de ne pas faire de trop grandes délégations. Sa réussite dépendra aussi de la qualité de la communication et du niveau d'immersion proposée. Pour conclure, même si cette action est intéressante, il est nécessaire de ne pas centrer l'ensemble de nos efforts dessus puisqu'elle a une vocation de convivialité et d'amélioration de la connaissance de l'autre mais ne permet pas d'augmenter significativement la valeur « JCI » pour les membres ou les écosystèmes.

Actions pour l'écosystème francophone économique

Les actions à portée économique sont les actions sur lequel nous pouvons avoir le plus d'impact avec le moins de moyens. Nous nous trouvons actuellement dans un alignement de planètes particulièrement intéressant et les opportunités que JCI et les ONM (Organisation

Nationale Membre) peuvent saisir sont importantes dans ce champ. Tout d'abord, on voit que les préoccupations d'ordre économiques (emploi, entrepreneuriat, économie, networking) sont les sujets qui touchent à la fois une grande majorité des jeunes des pays francophones (à l'exception du Canada et de quelques pays d'Europe de l'Ouest) et qui impactent par la même occasion la quasi-totalité des organisations JCI. C'est donc le sujet sur lequel JCI est le plus « en phase » avec sa jeunesse. En plus de cela, travailler dans le sens d'objectifs économiques permet aussi de se conformer aux grandes directions et ambitions données par JCI pour développer le business et l'entrepreneuriat. C'est donc une opportunité parfaite d'intégrer une dimension plus économique au projet associatif de certaines organisations nationales qui n'agissent pas suffisamment sur cette dimension. De plus, comme cela a pu nous être remonté lors des entretiens, plus les actions menées par une jeune chambre sont liées à l'économie plus celles-ci sont dynamiques car c'est dans ce cadre qu'elles apportent le plus individuellement aux membres JCI. Ce dynamisme et cette « plus-value » sont aussi bien entendu liées aux capacités formatrices des organisations JCI. Au-delà des attentes, on remarque aussi que les actions dans le domaine de la francophonie économique sont naissantes et encore très peu effectives. Il y a donc ici un champ entier dans lequel JCI peut s'insérer avec un potentiel de succès et d'impact très élevé. En effet, si des réseaux d'entrepreneurs existent en Francophonie dans les pays des Suds et du Nord, il y a à l'heure actuelle très peu de connexions globales au sein la Francophonie Économique.

Aussi, au-delà des organisations internationales privés, il faut comprendre que la Francophonie économique est le domaine sur lequel l'OIF a le plus de mal à avoir un impact car son fonctionnement est beaucoup trop formel et procédurier pour cette thématique qui demande avant tout de l'efficience, de la rapidité et de l'agilité. Nous avons donc une liberté supplémentaire et pouvons ainsi obtenir des soutiens « institutionnels » beaucoup plus facilement en proposant des solutions efficaces. On peut aussi mettre en avant dans ce cadre « trop formel » des organisations institutionnelles économiques. L'avantage JCI avec ses valeurs de « l'amicalité » et de convivialité peuvent contribuer à rendre moins formel et donc plus effectif les échanges économiques.

Notre action économique pourra aussi être l'occasion de fédérer ces réseaux d'entrepreneurs qui agissent depuis quelques années, cela sera aussi une occasion de consolider et de rendre plus effectifs certains de nos partenariats comme celui entre JCI et ICC qui ne dépassent pas pour le moment la simple déclaration commune d'intention. JCI bénéficie d'un réseau mondial très bien implanté à l'échelle locale et cette implantation est ce qui manque à beaucoup d'organisations internationales de commerce international, nous aurons donc beaucoup à offrir dans ce cadre aux réseaux d'entrepreneurs. Outre les organisations, c'est aussi aux entrepreneurs eux-mêmes que JCI peut apporter beaucoup, par la formation et les possibilités d'échanges notamment. En les formant, nous nous offrons la possibilité de rassembler au sein du mouvement des membres de très haute qualité déjà leaders par eux même qui pourront aider les autres membres à dépasser leurs potentiels. Avoir une action sur l'économie apparait donc comme une évidence. Elle pourrait en outre aussi permettre au-delà de l'économie des effets positifs sur l'ensemble des objectifs sur lesquels travaillent JCI. En incluant par exemple dans nos programmes des dimensions de développement durable ou en mettant en avant au cœur des rencontres des questions de solidarité, etc.

Création Inter-réseau économique francophone

La première étape d'une collaboration économique opérationnelle sera pour JCI de fédérer les acteurs de la Francophonie économique. L'idée serait de créer à l'initiative de JCI un réseau

permettant de rassembler les acteurs économiques, publics et privés agissant pour le développement économique/entrepreneurial aux échelles locales, nationales et internationales.

Les cibles d'une telle collaboration seraient nos partenaires actuels :

- Les Chambres de Commerce et d'Industrie
- La Chambre de Commerce Internationale

Des organisations privées puissantes et actives accessibles par nos partenaires comme :

- Conférence Permanente des Chambres Consulaires et Organisations Intermédiaires Africaines et Francophones (CPC CAF)
- Alliance des Patronats Francophones

Des organisations plus globales ou au contraire locales qui auraient intérêt à être intégrées à une fédération francophone économique :

- MEDEF International
- AfricaTech
- Réseaux d'échelle locale, réseaux occidentaux et européens, club business…

Il faut que cette communauté rassemble un maximum d'acteurs de tailles variées pour pouvoir obtenir un puissance importante dans les actions réalisées en commun.

Outre le rassemblement des réseaux économiques, il est important de vitaliser cette collaboration par l'association à la fois d'organisations diplomatiques :

- Forum Francophone des Affaires de l'OIF

D'organisations de développement économique étatiques ou des administrations publiques :

- Business France (France)
- Agence Française de Développement (France)
- SwissBusiness Hub (Suisse)
- Région Ile-de-France, Ville de Paris…

Des organisations à impact travaillant sur l'accompagnement des entreprises dans le développement durable, les politiques digitales ou à l'innovation comme :

- UN Global compact
- Solidatech
- BpiFrance.

L'inclusion de ce type de partenaires pourrait contribuer à donner du sens à un réseau de ce type au-delà de la sphère business. Dans le monde actuel, les investisseurs sont particulièrement attentifs à la durabilité ou à la présence numérique des entreprises et des conseils dans ces démarches seraient très bénéfiques au développement à long terme des entrepreneurs notamment d'Afrique Francophone.

Enfin, il serait aussi intéressant d'avoir dans un tel réseau des partenaires bancaires, des assurances, des cabinets de conseils, des incubateurs et des fonds d'investissements.

La question légitime à se poser est : que faire de tous ces acteurs ainsi réunis ? Les possibilités de collaborations sont multiples et suivent des objectifs multiples. D'abord pour l'écosystème francophone en tant que tel l'intérêt de cette collaboration serait de permettre par le biais de JCI d'améliorer les conditions et la fluidité des échanges et des flux d'investissements sud-nord, nord-sud.

JCI pourrait apporter aux entrepreneurs et aux leaders de ces organisations de nouvelles compétences par le biais de la formation et obtenir par la même, un poids au sein de ces organisations en y ayant des alumnis et des adhérents. Si JCI permet à travers le monde de connecter les citoyens, nous pourrions aussi réussir à connecter les réseaux. Les méthodes d'action JCI, ouvriraient alors des possibilités de collaboration opérationnelle. Le cœur d'un tel projet ne serait cependant pas uniquement dans la signature de collaboration mais pourrait avoir d'autres objectifs plus opérationnels et concrets.

Forum International des leaders francophones

Afin de rendre opérationnelle et effective cette mise en réseau, nous suggérons la création d'un salon/forum international des leaders francophones économique et citoyen. Un tel événement pourrait être très utile car même si l'#AfricaTech se rend sur des événements comme VivaTech ou que l'on peut voir des salons comme l'Africa CEO Forum devenir très tendance, aucun événement n'existe aujourd'hui rassemblant les acteurs économiques francophones du monde entier. La création d'un tel événement aurait des avantages divers. D'abord, il pourrait permettre de montrer que des événements en français sur des sujets business sont possibles. Cela pourrait contribuer en ce sens à revaloriser l'usage du français au moins dans l'espace francophone.

Outre l'aspect linguistique, d'autres avantages sont évidents dans la réalisation d'un tel projet, tels que l'opportunité offerte aux entrepreneurs francophones de rencontrer des clients potentiels, des partenaires et des investisseurs. De plus, il y aurait d'autres avantages liés à la Jeune Chambre, tels que la possibilité de développer des innovations communes lors d'ateliers ou d'activités comme les hackathons que la Jeune Chambre Economique Française peut organiser. Dans le cadre d'un hackathon ou d'un événement de ce type, les équipes participantes pourraient être composées de jeunes, et l'idée gagnante pourrait ensuite être incubée par les partenaires de l'événement ou par le réseau. Il serait également intéressant d'inclure lors de ces événements des formats de formation similaires à ceux disponibles lors de congrès afin d'attirer les entrepreneurs vers nos programmes de formation complets.

D'un point de vue technique, il serait envisageable d'organiser un événement de ce type de manière alternée entre un pays du Sud et un pays du Nord. Pour la sélection et la préparation de ces événements, un comité au sein du réseau serait responsable de leur organisation et, à terme, de la gestion des candidatures pour leur organisation, en adoptant un modèle similaire à

celui utilisé par Jeune Afrique pour son forum Africa CEO Forum. Ce format semble le plus logique, car au fil des mandats, les organisations évolueront et les équipes ainsi que les villes seront amenées à changer. Il serait donc logique de confier la gestion de cet événement aux villes, avec une division entre la partie logistique gérée localement et une partie "marketing" englobant l'invitation et la gestion des intervenants, participants, exposants, invités et partenaires, qui serait prise en charge à long terme par une équipe dédiée.

Considérant notre ambition de tenir un événement de grande envergure, il pourrait être nécessaire, à terme, d'embaucher une ou plusieurs personnes dédiées à la préparation d'un tel projet. En effet, mobiliser un trop grand nombre de membres d'une organisation sur une seule mission peut entraîner les conséquences suivantes :

- Cela pourrait entraîner des résultats variables en fonction de l'implication des membres et du niveau d'engagement des différentes entités locales impliquées (par entités locales, on entend ici des collaborations entre des Jeunes Chambres Économiques locales et d'autres organisations locales en comité ou en groupe). Un tel phénomène serait néfaste à la réussite de l'événement lui-même et pourrait nuire aux relations entre les organisations organisatrices ;

- Cela pourrait également entraver les dynamiques et les progrès sur d'autres projets et actions locales tout aussi essentiels, tant au sein de JCI que pour les autres réseaux. Il est important de maintenir un équilibre dans la répartition des ressources et des efforts afin de préserver l'efficacité et la continuité des autres initiatives en cours.

La durée d'un événement de cette nature pourrait varier, allant d'une semaine à un format plus court, comme une journée. Un avantage d'un événement de longue durée est qu'il permet des échanges approfondis, des réflexions et des négociations. Un autre avantage est qu'il offre la possibilité à un plus grand nombre de visiteurs de participer à l'événement. Le modèle de "Vivatech" est particulièrement pertinent à cet égard, car il propose trois jours d'échanges commerciaux, suivis d'une période où le grand public peut découvrir les projets d'avenir. Cela permet à la fois d'inspirer et d'attirer un public plus large, tout en favorisant les échanges techniques. Pour la JCI, un événement qui combine ces deux dimensions serait également optimal, car il nous permettrait d'atteindre à la fois les futurs leaders et ceux qui ont déjà connu du succès et qui pourraient porter le mouvement.

L'avantage d'un format plus court est qu'il permet de limiter les coûts individuels ainsi que les coûts globaux de l'événement, tels que les rémunérations des équipes et des intervenants, la logistique, etc. Pour un événement de taille moyenne, on peut estimer une dépense supplémentaire d'au moins 20 000 € par jour d'événement. En optant pour un format plus court, il est possible de réduire ces coûts et mieux maîtriser le budget global de l'événement, cependant une durée plus courte ira nécessairement de pair avec une ambition moins grande.

Les programmes de soutien

Les événements annexes pour un événement mondial « fully-funded »

L'une des demandes qui ressort de la consultation réalisée auprès des JCI francophones est la proposition d'événements internationaux entièrement financés par des partenaires (« fully-funded »), afin de permettre à un plus grand nombre d'ahdérents d'y participer. Pour atteindre cet objectif dans le cadre d'un tel projet, plusieurs actions peuvent être entreprises. Tout d'abord, même si les frais de participation des adhérents peuvent être supprimés, il est possible de facturer les visiteurs et les autres exposants présents (le fait de ne pas facturer les visiteurs peut donner l'impression, notamment aux professionnels, que la valeur de l'événement est nulle, il est donc important d'établir un prix symbolique). En outre, il est essentiel d'établir des partenariats et de leur offrir un retour sur investissement (comme des conférences animées par leurs soins, des stands d'exposition, etc.). Afin de garantir la possibilité d'offrir l'événement aux Jaycees, il serait également intéressant de développer d'autres événements tout au long de l'année pour générer des bénéfices. Cela peut prendre la forme d'événements supplémentaires en ligne, permettant l'accès à des formations, des conférences ou des échanges en ligne.

Les événements annexes de ce type présentent l'avantage de mobiliser uniquement des ressources temporelles et pourraient donc, avec le soutien de partenaires, générer des revenus destinés à l'événement principal. Ils contribueraient également à accroître la notoriété de l'événement principal, ce qui serait très bénéfique.

La revue des acteurs économiques de la francophonie, la revue/annuaire du réseau

Un autre travail collaboratif réalisable entre les membres du réseau serait la publication régulière d'une revue (bi)annuelle, semestrielle, etc., sur l'état de la Francophonie économique. Cette revue mettrait en lumière les actions les plus récentes des organisations du réseau dans le cadre francophone, les succès et les retours d'expérience. Elle servirait à la fois de guide de bonnes pratiques entre les organisations et permettrait aux acteurs extérieurs de comprendre l'évolution du réseau. Bien qu'il puisse être difficile de la commercialiser, cette revue pourrait être prise en compte dans le cadre des échanges institutionnels. Elle répondrait également à la demande de nombreuses organisations nationales de la JCI d'obtenir davantage d'informations, de conseils et d'aide en matière de gestion au niveau national. Les organisations pourraient échanger des demandes d'informations qui seraient ensuite traitées dans les articles publiés dans la revue suivante. De cette manière, toutes les organisations auraient une trace des échanges et un accès à des conseils utiles. Cette revue pourrait également être le moyen de présenter des statistiques et de compiler des données annuaires sur toutes les organisations existantes et membres du réseau à tous les niveaux. Cela nous permettrait de mieux comprendre les dynamiques du réseau et les sujets d'engagement qui fonctionnent et ceux qui ne fonctionnent pas.

Concours d'incubation de start-up

L'idée de lancer au sein du réseau un incubateur de start-up permettrait de donner une logique et un but commun à celui-ci et en même temps augmenter considérablement la valeur de l'événement pour les jeunes entrepreneurs. En associant à l'idée d'exposer sur le salon, la possibilité d'être accompagné par un réseau entier, la valeur liée à l'exposition sur le salon devient beaucoup plus attractive. Par ce biais, le niveau des exposants deviendrait alors plus élevé et pourrait entrainer à long terme des effets très positifs. En effet, à long terme, si l'accompagnement de tous les acteurs est efficace, cela pourrait créer des entreprises innovantes au sein de la francophonie et, en développant des avantages comparatifs, revitaliser l'utilisation de la langue française dans le secteur des affaires.

Comme l'a souligné Tonny BAO, Vice-Président de Huawei, l'Afrique, en particulier l'Afrique francophone, a l'avantage de ne pas avoir d'infrastructure industrielle préexistante. Cela lui permet de passer directement à l'investissement dans des technologies de pointe, sans avoir à supporter les coûts de modernisation. De plus, elle peut intégrer dès le départ les enjeux de développement durable, évitant ainsi une transition difficile.

Tonny BAO, Vice-Président Huawei

« Les pays industrialisés de ce monde s'interrogent aujourd'hui pour repenser leur modèle de croissance à l'aune de l'urgence climatique qui se dresse face à nous. L'Afrique détient ici un atout majeur. Sa force réside dans sa capacité à adopter des solutions de pointe pour progresser dans son processus d'industrialisation tout en intégrant les exigences climatiques et environnementales qui s'imposent. Plutôt que d'entamer des grands chantiers de modernisation des infrastructures obsolètes, les pays africains peuvent intégrer directement des technologies avancées, améliorant ainsi leur compétitivité et leur productivité. L'Afrique a la possibilité de concevoir dès le départ des systèmes de production intelligents, connectés et durables, en tirant parti des expériences des pays industrialisés. »[25]

[25] « En Afrique, la fabrique d'une industrie numérique verte », Africa CEO Forum, Tonny Bao – Juin 2023

Effets escomptés et remarques

Le programme que nous proposons pour l'économie est ambitieux, voire un peu "titanesque", en termes d'envergure, mais il pourrait être extrêmement rentable. Il est essentiel que le réseau et l'événement que nous suggérons deviennent une référence. Les avantages de cette collaboration sont nombreux. En nous concentrant sur l'espace francophone, nous pourrions développer une présence clé dans le monde économique, élargir la présence de nos membres dans des réseaux influents et améliorer le niveau global de nos actions locales. La Francophonie économique est une porte d'entrée pour réaliser ces objectifs dans le monde des affaires. Elle nous permettrait de recruter des membres talentueux, de renforcer nos liens avec nos partenaires à l'échelle mondiale, et d'assurer une plus grande pérennité et interconnexion à long terme. Pour la JCI, c'est également une occasion parfaite pour mettre en avant d'autres objectifs, notamment dans les domaines du social et du développement durable. De plus, il ne faut pas négliger l'effet de notoriété potentiel. Si le forum ou le réseau devient concret et rassemble les acteurs économiques, les retombées médiatiques pourraient être importantes et considérablement accroître la notoriété de la JCI, qui est déjà un réseau très important mais pas nécessairement très connu. L'avantage de la tenue de ce forum est également qu'il n'interfère pas avec le monde anglophone ou hispanophone de la JCI. Ici, rien ne justifie une quelconque perception hostile, car l'action se base sur un constat spécifique aux francophones. En ce qui concerne l'accessibilité d'un tel forum aux anglophones ou aux personnes ne parlant pas français, nous devons rester ouverts. Cependant, il est important de conserver toutes les communications et interventions en français, de la même manière que les francophones doivent faire l'effort de traduire le contenu dans leur langue lorsqu'ils sont dans un contexte inverse.

Actions pour le Développement Durable

Nos propositions d'actions liées au développement durable mobiliseront à la fois les organisations au niveau local et international. Les programmes présentés ont l'avantage de s'inspirer des formes de collaboration actuelles de la JCI. Nous proposons en effet d'utiliser une

méthode similaire au jumelage, en y incluant une dimension plus active et opérationnelle. Effectivement, le développement durable est un sujet d'une grande importance, mais il ne suscite pas le même niveau d'intérêt chez tout le monde, voire ne touche pas certaines personnes du tout. Comme nous l'avons vu dans la section sur les attentes des jeunes francophones, le développement durable est principalement perçu comme une préoccupation des Occidentaux. Ces questions les touchent et ils souhaitent voir un engagement des communautés francophones sur ce thème spécifique. En revanche, ces questions n'intéressent pas du tout les jeunes d'Afrique du Nord et de l'Ouest. Dans certaines zones spécifiques, c'est même le sujet qui suscite le moins d'intérêt parmi tous ceux abordés dans l'enquête.

Compte tenu de l'importance des enjeux climatiques incontestables, nous constatons donc que si certains jeunes sont motivés à s'engager sur des problématiques de développement durable, d'autres ont besoin d'être sensibilisés à ce sujet. Ces questions ne font pas partie de leur vie quotidienne ni de leurs préoccupations. Au-delà des attentes des jeunes francophones, la volonté de traiter ce sujet s'explique également par la présence du thème du développement durable dans la plupart des préoccupations des organisations africaines de la JCI. Cela démontre clairement qu'il est important et possible de traiter conjointement ce thème. L'éducation aux enjeux du développement durable offre également la possibilité d'atteindre des populations plus jeunes et d'améliorer la notoriété de la JCI dans l'esprit des futurs leaders citoyens du mouvement.

En France, plus précisément, la mise en place d'actions de sensibilisation sur les thèmes du développement durable auprès des jeunes pourrait représenter une opportunité de relancer l'adhésion et de rajeunir la population de la JCI.

À l'échelle mondiale, le réseau francophone et sa jeunesse constituent une cible particulièrement vaste pour développer des solutions et sensibiliser massivement au développement durable. Dans une perspective d'anticipation de la réception internationale de nos actions, il est également logique de voir qu'agir à l'échelle francophone est pertinent pour les raisons évoquées, mais aussi parce que, dans le cadre d'actions de sensibilisation, il est logique (voire nécessaire) de communiquer dans la même langue.

Création d'un concours de la form'action écologique internationale entre des binômes d'organisations nationales et leurs jeunesses : Concours JCI Jeune Colibri

De nombreuses actions et concours liés au développement durable existent déjà au sein de la JCI. En quoi celui-ci peut-il se distinguer des autres ? La particularité de ce concours est de stimuler à la fois le travail thématique sur le développement durable et les capacités de collaboration internationale. Il possède à la fois une dimension internationale et une dimension locale. Il s'adresse à la fois aux membres de la JCI, qui encadrent le concours, et aux jeunes collégiens et lycéens (la tranche d'âge spécifique reste à déterminer), qui sont les cibles de cette action. Le concours se compose de deux parties : une partie formation et une partie action. Pour mieux comprendre le fonctionnement de ces deux parties, il est nécessaire de considérer les perspectives du concours au niveau international et au niveau local.

Au niveau international, l'objectif est de rapprocher deux organisations nationales et de leur offrir la possibilité de collaborer. Elles seront également chargées d'évaluer mutuellement l'efficacité de leur collaboration. Chaque organisation nationale jouera un rôle défini : celui de formateur ou celui d'actionneur. Le pays "actionneur" sera responsable de trouver et d'approcher les écoles où les actions auront lieu. Une fois cette première phase de recherche

d'écoles et d'étudiants terminée, le pays formateur organisera la formation et la sensibilisation des élèves au développement durable (ainsi qu'à la gestion de projet ou à toute autre compétence pertinente). Les moyens utilisés pour la formation sont laissés entièrement libres, que ce soient des déplacements en présentiel, des visioconférences ou des méthodes innovantes. Une fois que tous les élèves auront été formés, les Jaycees du pays actionneur organiseront des groupes de travail dans ces écoles, où les élèves formés devront construire une action liée au développement durable et documenter leur projet. Au bout d'un an, le cycle se termine et chaque binôme de pays participant sélectionne la ou les meilleures actions réalisées et proposées par les élèves. Lors d'un événement international, toutes les actions nationales nominées sont présentées à la communauté JCI, qui vote pour celles qu'elle juge les plus pertinentes. Les projets gagnants pourront ensuite être soutenus par la JCI pour leur mise en œuvre au niveau local. Pour rendre le concours plus attractif, il serait également intéressant de proposer une aide financière aux écoles gagnantes (par exemple : 5 000 € pour financer la réalisation du projet gagnant et 5 000 € pour l'école gagnante, avec un suivi des dons pour s'assurer qu'ils sont investis dans des initiatives liées aux ODD ou autres). En plus de récompenser les projets, il est également important de récompenser les organisations nationales, par exemple pour leur capacité collaborative exemplaire ou leur déploiement de formations efficace.

Afin d'assurer que le concours ne repose pas sur des critères arbitraires, il serait opportun de mettre en place des barèmes de points permettant aux différents participants (groupes de projets ainsi qu'organisations nationales ou locales) de savoir sur quels critères ils sont évalués. En plus du développement durable, il serait intéressant d'inclure dans les critères d'évaluation d'autres dimensions telles que la gestion de projet et le management, les relations avec les partenaires, la communication, etc. Il serait également intéressant d'inviter les lauréats nationaux à participer aux congrès mondiaux, où ils pourraient présenter leurs projets et découvrir l'atmosphère d'un congrès mondial de la JCI.

Il existe plusieurs variantes possibles pour un projet comme celui-ci. Par exemple, pour favoriser à la fois les synergies au sein de la Jeune Chambre et entre les jeunes, on pourrait envisager que la Jeune Chambre formatrice recherche des jeunes à former dans son pays, puis confie à ces jeunes le rôle de former les jeunes des autres pays, laissant ainsi les échanges internationaux entre Jaycees se concentrer davantage sur la partie logistique. Les jeunes formateurs seraient ainsi liés à un groupe d'élèves potentiellement situé à l'autre bout de la planète, et ils devraient les aider à la fois dans leur formation et dans la réalisation du projet. Les récompenses en cas de victoire seraient partagées entre les écoles participantes. Les jeunes se rendant au congrès mondial auraient donc également pour objectif de rencontrer leurs homologues et partenaires. Ce projet pourrait être réalisé entre les JCEL (Jeunes Chambres Economiques Locales) et les organisations nationales, en fonction de l'importance et du nombre de participants ainsi que de l'intérêt suscité par le projet.

Étant donné qu'il faudra probablement plusieurs éditions pour obtenir un nombre significatif de participants à l'échelle nationale et internationale, il est recommandé de procéder de manière progressive et d'ajouter des éléments au projet au fur et à mesure. Si cet échange vise à faire tourner les pays entre eux dans la collaboration, il sera probablement nécessaire, dans les premières années, de maintenir les mêmes partenariats pour assurer la mise en place et le développement de l'action dans les meilleures conditions.

Effets escomptés et remarques

Sur une action de cette nature, les effets à court terme et à long terme seront très différents. À court terme, il est important de prévoir un investissement financier et temporel relativement important pour structurer et lancer le mouvement. Il convient également d'envisager la transmission de cette action à l'échelle de la JCI afin qu'elle ne devienne pas trop lourde à gérer. Cependant, cela risquerait de priver les organisations de l'apprentissage et de l'amélioration de leurs capacités de collaboration. Si l'on décide de suivre cet objectif, il serait ensuite possible de créer des organisations nationales chargées du concours, laissant à la JCI un rôle de développement et de supervision pour contrôler la marque, etc. À long terme, ce projet pourrait devenir une source de revenus en plus d'être une source de nouveaux adhérents pour la JCI.

Du point de vue humain, il est important de comprendre que l'intérêt d'une telle action ne réside pas seulement dans son impact pour la JCI. Bien sûr, cela peut être un moyen exceptionnel de sensibiliser au développement durable et de former des milliers de jeunes qui seront ensuite en mesure de générer des changements positifs dans leurs communautés. Un intérêt supplémentaire réside dans l'ouverture de portes pour la JCI dans le monde universitaire. Tout d'abord, plus il y aura de jeunes engagés par le biais de leurs écoles, plus un nombre important de jeunes, de parents, d'enseignants (et finalement, toutes les communautés éducatives) connaîtra la JCI. De plus, indirectement, si les jeunes doivent documenter leur aventure sur les réseaux sociaux, par exemple, cela garantit une présence potentiellement énorme de la JCI sur ces plateformes.

Supposons que 20 écoles participent à ce projet, avec une classe de 30 élèves dans 20 pays différents, cela toucherait rapidement environ 10 000 jeunes. Sur ces 10 000 jeunes, environ 8 000 passeraient à la deuxième phase du projet en formant des équipes de 3 à 5 personnes, ce qui donnerait environ 1 000 équipes. Si ces 1 000 équipes communiquent sur le projet via les réseaux sociaux en rassemblant des communautés de 100 à 200 personnes en moyenne, la marque JCI serait exposée à des centaines de milliers de jeunes. L'enjeu de ce projet réside donc dans le développement de la notoriété de la JCI tout en offrant aux jeunes une expérience, des connaissances et une compréhension des enjeux contemporains.

Il serait intéressant de créer un module de formation sur le développement durable dans le cadre de cette action, en se basant par exemple sur les Objectifs de Développement Durable, la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), l'expertise du GIEC, etc. Ensuite, les organisations nationales pourraient organiser les discussions à leur manière, en adaptant le cadre commun.

Conclusion, synthèse et remarques

Tout au long de ce rapport, nous avons traité de la francophonie : culture, développement durable, économie, identité commune, langue partagée, opportunité et défi, fort potentiel, optimisme mais aussi pessimisme, ouverture d'esprit, résolution de problèmes... Les thèmes et les mots clés ont été nombreux. Pour finir, après avoir développé et présenté de nombreuses institutions, étudié les attentes et les domaines de travail, et interrogé les définitions, nous pouvons formuler plusieurs conclusions synthétiques :

- **La Francophonie jouera un rôle central dans les grandes évolutions mondiales à venir, à condition que les citoyens s'impliquent activement. L'espace francophone représente l'avenir des investissements économiques et doit être le reflet de nos valeurs communes.**

- **La Francophonie est confrontée à des défis qui nécessitent des ressources, une meilleure éducation et des investissements accrus. Elle doit améliorer sa communication, être un moteur d'actions et d'innovations, et développer des avantages comparatifs.**

- **La Francophonie doit mieux respecter et comprendre la diversité de ses populations, abandonner les ressentiments du passé, et favoriser la collaboration pour un avenir prometteur basé sur l'acceptation des différences et le respect de l'autre.**

Ce rapport vise à fournir une compréhension de ce que représente la Francophonie en 2023 et ce que signifie être francophone. Notre travail principal réside dans le développement de propositions d'actions qui répondent à un maximum des demandes des Jaycees et des jeunes francophones.

Bien que ces propositions ne soient pas exhaustives, elles nécessitent une réflexion continue. Elles sont présentées de manière théorique et doivent maintenant être mises à l'épreuve et appropriées. Les impacts de ces actions n'ont pas été étudiés, il n'est donc pas prétendu qu'elles changeront le monde, ni qu'elles atteindront tous les effets escomptés pour le développement francophone. Cependant, nous pouvons affirmer avec confiance qu'elles n'auront pas d'effets négatifs sur l'espace francophone, et qu'elles bénéficieront à ceux qui en expriment le besoin, même si cela ne concerne qu'un nombre limité de personnes.

Nous pouvons également affirmer que ces actions respectent à la fois l'ambition de JCI et les valeurs que nous partageons, notamment le respect de l'autre et la solidarité, tant entre nations qu'entre individus parlant des langues différentes.

Nos propositions, bien que thématiques, sont toutes guidées par la même logique : offrir de nouvelles opportunités aux Jaycees, accroître la notoriété de la marque JCI, et faire évoluer les écosystèmes et la vision du monde francophone. Ces actions partagent un dénominateur commun : établir des partenariats internationaux concrets basés sur des actions concrètes plutôt que sur de simples intentions communes.

Les trois actions que nous mettons en avant sont les suivantes :

- **La création d'un système de partage culturel au sein de JCI Francophone, qui permettra aux membres d'échanger de différentes manières afin de favoriser la connaissance mutuelle au sein de la communauté.**

- **La fédération des réseaux et des acteurs privés et publics de l'économie francophone autour de JCI, afin de promouvoir des actions communes visant à soutenir les entrepreneurs et l'économie francophone à travers des échanges et des activités conjointes. Pour concrétiser cette initiative, nous proposons la préparation et la tenue d'un événement international francophone dédié à l'économie, rassemblant tous les acteurs du secteur et bien plus encore.**

- **Notre action en faveur du développement durable consiste à proposer l'organisation d'un concours qui combine formation et création d'actions, réunissant les jeunes et les Jaycees du monde entier dans une compétition ayant pour but de favoriser des collaborations internationales plus efficaces et une stimulation de la sensibilisation au développement durable par le biais de moyens innovants.**

Au cours de notre rapport, même si nous avons tenté d'être le plus exhaustif possible, nous n'avons pas pu traiter l'ensemble des sujets, analyser l'ensemble des données et prendre en compte tous les points de vue. Il est possible que ce qui est décrit ici évolue vers quelque chose de nouveau ou de tout autre sous des impulsions passées sous nos radars, il est possible aussi contrairement à l'axe stratégique que nous avons décidé de prendre que le développement francophone ne passe pas par le triptyque : action – apport de valeur – engagement thématique, mais par celui abandonné ici mais défendu par certains des acteurs du monde francophone de : réaction – défense de la valeur – engagement linguistique.

Vision et priorité JCEF de l'avenir Francophone – Par Anne Laure Payet

L'Histoire de la francophonie ne nous est pas familière. Pourtant nous sommes français et nous partageons une langue et une culture avec de nombreux pays dans le monde. Certains l'ont subie, d'autres l'ont valorisée.

Ce projet de livrable est parti d'une envie commune entre jaycees francophones d'en savoir plus sur ce qui nous lie et ainsi pouvoir le partager au réseau.

A la JCI, nous sommes un réseau international. Nous partageons et transmettons nos valeurs depuis plus de 100 ans. C'est ce lien qui nous unit et qui nous donne envie d'en savoir plus les uns sur les autres. Nous avons trouvé une thématique commune qui pourra porter de nombreuses actions et inspirer de nombreux pays.

Par ce livre blanc, nous partageons une première enquête qui regroupe à la fois des définitions et des propositions d'actions. Ceci est notre pavé sur le chemin vers la découverte de nos diversités et vers un impact positif plus fort sur les Hommes et la Planète.

J'espère que ces lignes vous inspireront et vous donneront envie de passer à l'action. L'étape d'après pour vous et pour nous consiste à en parler. Parlez de vos idées, parlez de vos ambitions et réalisez-les. Sentez-vous libre de vous approprier ces sujets pour leur donner vie au sein de la francophonie, au sein de la JCI ou au sein de vos réseaux et à travers les pays du monde entier.

Je tiens à féliciter Baptiste pour son travail de qualité dans un temps très limité. Il a fait preuve d'une grande efficacité et de remises en question efficaces.

Bibliographie

- Recherche sur les termes Francophonie - France - Français, 2023, AnswerThePublic.com
- Francophonie et Rayonnement Culturel, 1 avril 2020, Vie Publique
- Page «La Francophonie en Bref», Qui sommes-nous ?, APF, CPF, CMF, Sommet de la Francophonie, AUF, 2023, site de l'OIF
- Retranscription : Déclaration de M. Emmanuel Macron, Président de la République, sur la Francophonie, à Paris le 20 mars 2019, Vie Publique
- La Langue Française dans le monde, 2019, Observatoire de la langue française.
- Cadre Stratégique Francophonie 2023-2030, Novembre 2022, OIF, Djerba
- Règlement sur les langues officielles — communications avec le public et prestation des services, 2023, Site web de la législation (justice), Gouvernement du Canada - https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/reglements/dors-92-48/page-1.html#h-934538
- Quelques faits sur la francophonie canadienne, 2019, Gouvernement du Canada - https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/services/langues-officielles-bilinguisme/publications/faits-francophonie-canadienne.html
- Influence de l'enseignement des langues étrangères sur la transmission de la culture, 2012, par Mahboubeh Fahimkalam et Mohammad Reza Mohseni, Agora Francophone - https://www.agora-francophone.org/IRAN-Influence-de-l-

enseignement#:~:text=La%20culture%20de%20chaque%20pays,grande%20partie%2C%20des%20valeurs%20culturelles.

- Baneth-Nouailhetas, Émilienne. « Anglophonie – francophonie : un rapport postcolonial ? «, Langue française, vol. 167, no. 3, 2010, pp. 73-94.
- Massart-Piérard, Françoise. « Espaces linguistiques comparés : trajectoires et processus transversaux », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 14, no. 1, 2007, pp. 165-192.
- Gentili, Stève. « Le FFA, seule organisation économique internationale associée au Sommet des chefs d'état et de gouvernement francophones «, Géoéconomie, vol. 55, no. 4, 2010, pp. 87-97.
- Martine Dreyfus et Caroline Juillard, Le plurilinguisme au Sénégal : langues et identités en devenir, Paris : Éditions Karthala, 2004, 358 p.
- Ethnologue 2002, Languages of the World, 14e édition, SIL International
- LA FRANCOPHONIE ÉCONOMIQUE - Situation économique en Afrique francophone : enjeux et perspectives, dir. Brahim Boudarbat, Septembre 2018, AUF-OFE
- La langue Française dans le monde, Mai 2020, par Roger Pilhion, secrétaire général de la Mission Laïque Française - https://www.mlfmonde.org/tribunes/la-langue-francaise-dans-le-monde/#_ftn2
- La langue française dans le monde, édition 2022, p. 21, 30-34, Observatoire de la Langue Française
- Atelier : Jeunesse Internationale et Francophone, 2023, Nantes, Jeune Chambre Économique Française, 2023
- Christophe Gigaudaut : » Notre mission est de faire aimer la France », 2019, Interview Cristophe Gigaudaul, Délégué Général aux Affaires Francophohes, Le Journal des Arts -

https://www.lejournaldesarts.fr/actualites/christophe-gigaudaut-notre-mission-est-de-faire-aimer-la-france-143390

- Quelles ont été les langues les plus populaires en 2021 ?, 2022, Progress language training solution - https://1to1progress.fr/blog/2022/01/07/langues-les-plus-apprises-dans-le-monde/
- Transformer l'éducation en Afrique, 2022, rapport de l'UNICEF et de la Commission de l'Union africaine
- 'Introduction aux Relations Internationales(2)', Cours 2023, Philippe Bonditti, ESPOL
- Le ministère et la Francophonie, Février 2020, ministère de l'Éducation nationale et de la jeunesse - https://www.education.gouv.fr/le-ministere-et-la-francophonie-12401
- Jeffrey Frankel, Ernesto Stein et Shang-jin Wei, « Trading Blocs and the Americas «,1995, Journal of Development Economics, vol. 47.
- Quand Francophonie rime avec économie, 2021, Benjamin Boutin, Président Francophonie sans frontières, OCED Forum Network - https://www.oecdforum.org/posts/quand-francophonie-rime-avec-economie
- Consultation « La Francophonie de l'Avenir», 2020 Société Bluenove et Unité Jeunesse, Sport et Citoyenneté de l'OIF, p. 51.
- Pays Francophones JCI, 2023, Baptiste STIPA, réalisé par l'auteur sur la base des données de l'OIF et de la JCI, 2023, Liste des pays en annexe
- Évolution comparée des revenus des francophones de l'Ouest canadien, Cahiers franco-canadiens de l'ouest, 1993, par Maurice Saint-Germain et Marc Lavoie, Université d'Ottawa

- Croissance économique des pays africains francophones, Jean-Damascène Habarurema, ministère des Finances du Québec dans la francophonie économique situation économique en Afrique francophone: enjeux et perspectives, Observatoire Francophonie Économique
- Bilan 2021 du Poste en matière de francophonie et plan de travail pour 2022, Ambassade Congo-Brazzaville
- Lachaud, Jean-Pierre. « Le travail des enfants et la pauvreté en Afrique : un réexamen appliqué au Burkina Faso », *Économie & prévision*, vol. 186, no. 5, 2008, pp. 47-65.
- Un avenir sans travail des enfants, 2002, Rapport du Directeur Général, Organisation Internationale du Travail
- En Afrique, la fabrique d'une industrie numérique verte, Africa CEO Forum, Tonny Bao – Juin 2023 https://www.theafricaceoforum.com/fr/ressources/en-afrique-la-fabrique-dune-industrie-numerique-verte/

Entretiens

Par ordre chronologique

- Jean Pierre Chiaverini, Président du Cercle des Solidarités Francophones
- Alexandre Wolff, Chef de l'Observatoire de la langue française
- Souleymane Yamadou Sidibé, Sénateur JCI Mali
- Christophe Gigaudaut, Délégué Général aux Affaires Francophones
- Daniel Zelienski, Chef de la Délégation Française aux Jeux de la Francophonie
- Kevin Hin, Secrétaire Général Junior Chamber International
- François Georges, Sénateur JCI, Chargé de Mission de la Chambre de Commerce Internationale pour le développement en Afrique francophone.
- Achille SONEHEKPON, Vice-Président Exécutif de JCI pour l'Afrique et le Moyen-Orient

Annexe

Notre liste de pays Francophones

Algérie
Andorre
Autriche
Belgique
Bénin
Burkina Faso
Cabo Verde
Cameroun
Canada
Centrafrique
Comores
Congo
Côte d'Ivoire
Djibouti
Dominique
France
Gabon
Gambie
Guinée
Guinée équatoriale
Guinée-Bissau
Haïti
Irlande
Italie
Liban
Luxembourg
Madagascar
Mali
Malte
Maroc
Maurice
Mauritanie
Monaco
Niger
Pays-Bas
Portugal
République Démocratique du Congo
Roumanie
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Seychelles
Suisse
Tchad
Togo
Tunisie
Vanuatu

Notre liste de pays JCI

Bénin
Botswana
Burkina Faso
Cameroun
Congo
Côte d'Ivoire
République démocratique du Congo
Gabon
Ghana
Guinée
Iran
Jordanie
Liban
Madagascar
Mali
Maurice
Maroc
Niger
Nigéria
Rwanda
Sénégal
Afrique du Sud
Syrie
Togo
Tunisie
Ouganda
Zambie
Zimbabwe
Yémen
République démocratique du Congo
Australie
Bangladesh
Cambodge
Hong Kong
Inde
Indonésie
Japon
Corée du Sud
Macao
Malaisie
Mongolie
Népal
Nouvelle-Zélande
Philippines
Singapour
Taïwan
Thaïlande
Vietnam
Myanmar
Timor-leste
Argentine
Bolivie
Brésil
Canada
Colombie
République dominicaine
Caraïbes néerlandaises
Équateur
Haïti
Honduras
Jamaïque
Mexique
Panama
Paraguay
Pérou
Porto Rico
Suriname
États-Unis
Uruguay
Venezuela
Antilles
Autriche
Belgique
Bulgarie
Catalogne
Croatie
Chypre
République tchèque
Danemark
Estonie
Finlande
France
Allemagne
Islande
Irlande
Italie
Lettonie
Lituanie
Luxembourg
Malte
Moldavie
Monaco
Pays-Bas
Norvège
Pologne
Portugal
Roumanie
Russie
Écosse
Serbie
Slovaquie
Suède
Suisse
Ukraine
Royaume-Uni
Arménie

Notre liste de pays Francophones JCI

Autriche

Belgique

Bénin

Burkina Faso

Cameroun

Canada

Congo

Côte d'Ivoire

France

Gabon

Guinée

Haïti

Irlande

Italie

Liban

Luxembourg

Madagascar

Mali

Malte

Maroc

Maurice

Monaco

Niger

Pays-Bas

Portugal

Roumanie

République démocratique du Congo

Sénégal

Suisse

Togo

Tunisie

Notre liste de pays JCI Francophone consultés

Maurice

Liban

Mali

Cameroun

Belgique

Luxembourg

Suisse

France

Congo

République Démocratique du Congo

Niger

Monaco

Maroc

Sénégal

Question du questionnaire « Compréhension des positionnements stratégiques internationaux JCI »

Nom et Prénom

_____

Pays Représenté

_____

Quels sont les grands thèmes sur lesquels votre organisation nationale travaille ? (Emploi, éducation, social, environnement...)

_____

Quelle est l'importance de l'implication internationale pour votre organisation ? (collaboration et participation aux événements internationaux)

_____

À combien d'événements internationaux votre organisation envoie-t'elle une délégation ? Combien de membres de votre organisation se rendent en moyenne sur les événements internationaux ?

_____

Quelles sont les actions que vous menez pour collaborer à l'international ?

_____

Quelles actions souhaiteriez-vous voir apparaître à l'échelle internationale ?

_____

Qu'attendez-vous de vos collaborations internationales ? Francophones ? (actuelles)

_____

Qu'attendez-vous de vos futures collaborations internationales ? Francophones ?

_____

Quelle langue JCI utilisez-vous dans vos échanges internationaux ?

- Français
- Anglais
- Japonais
- Espagnol
- Aucune

Quelle langue souhaiteriez-vous utilisez (plus) ?

- Français
- Anglais
- Japonais
- Espagnol
- Aucune

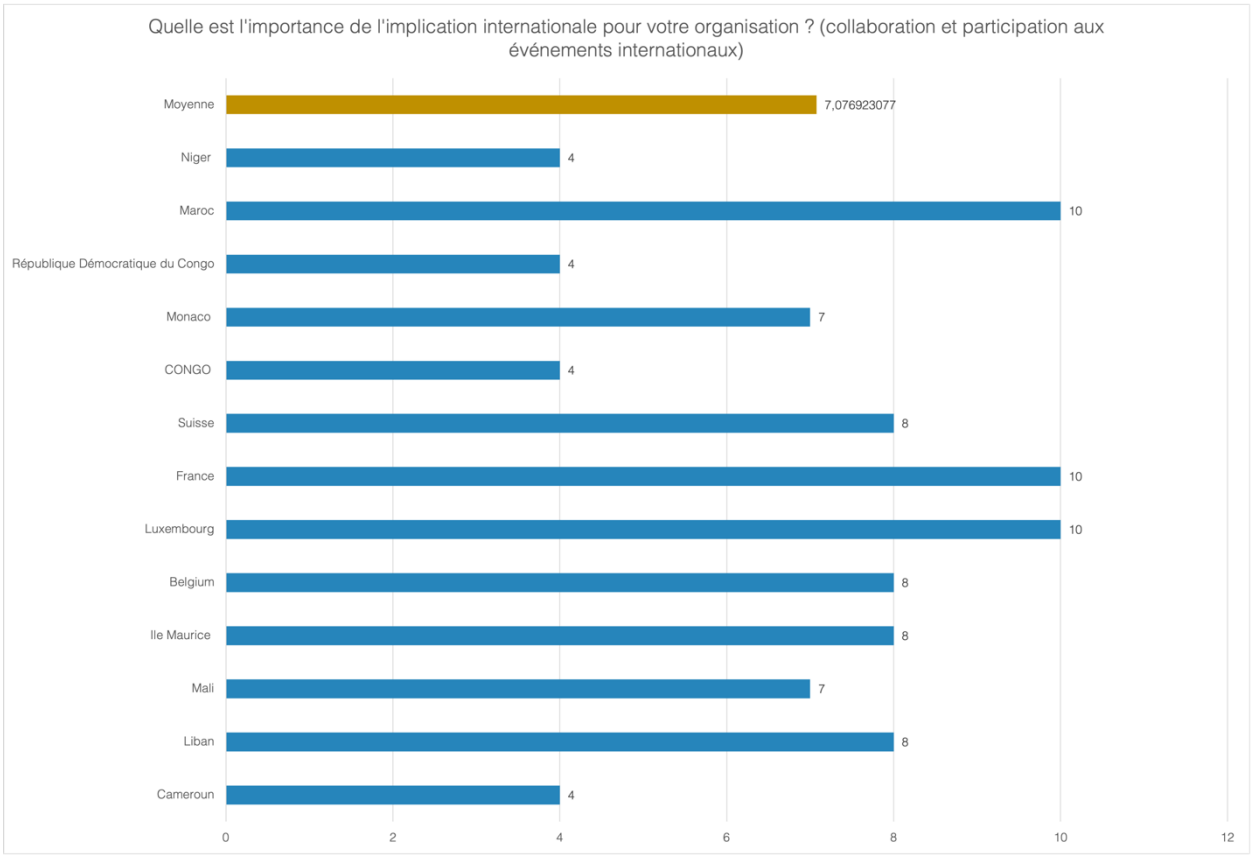
Quelle langue souhaiteriez-vous utilisez (moins) ?

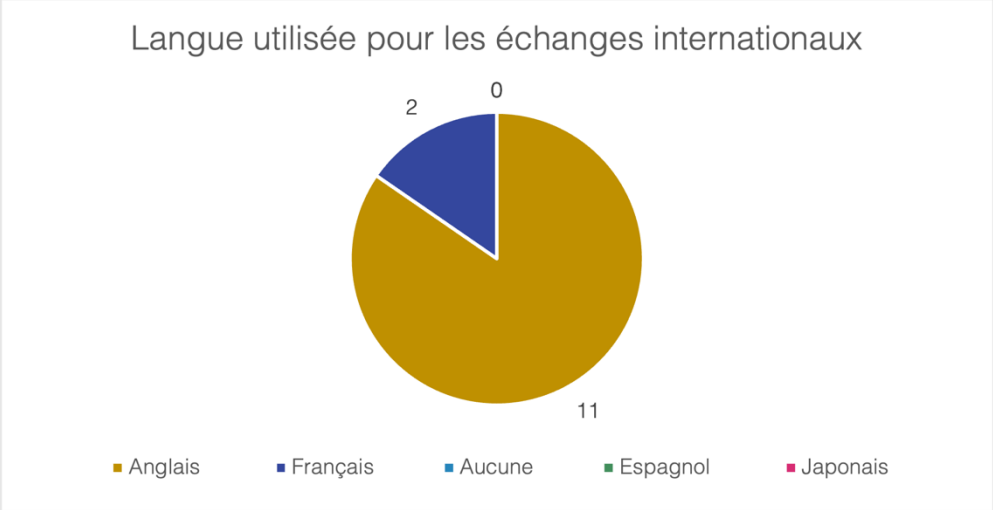
- Français
- Anglais
- Japonais
- Espagnol
- Aucune

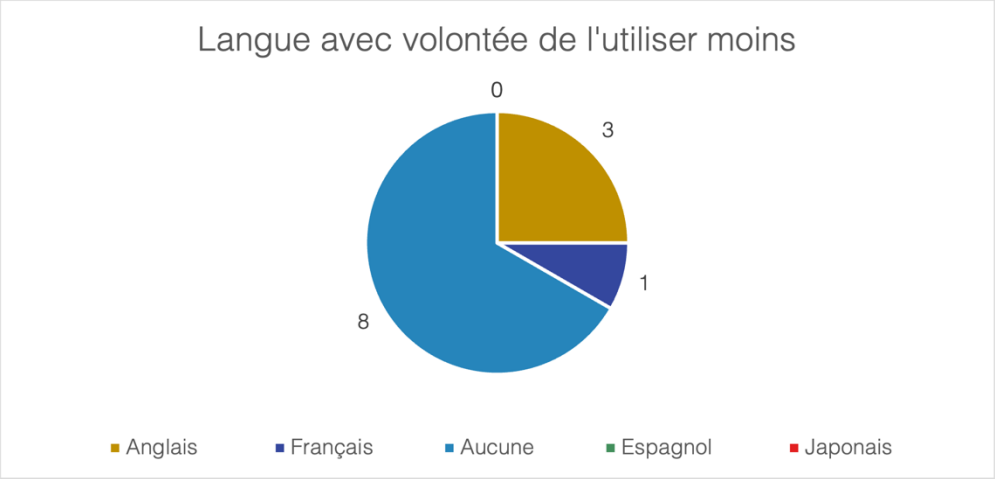
Résultat de la consultation

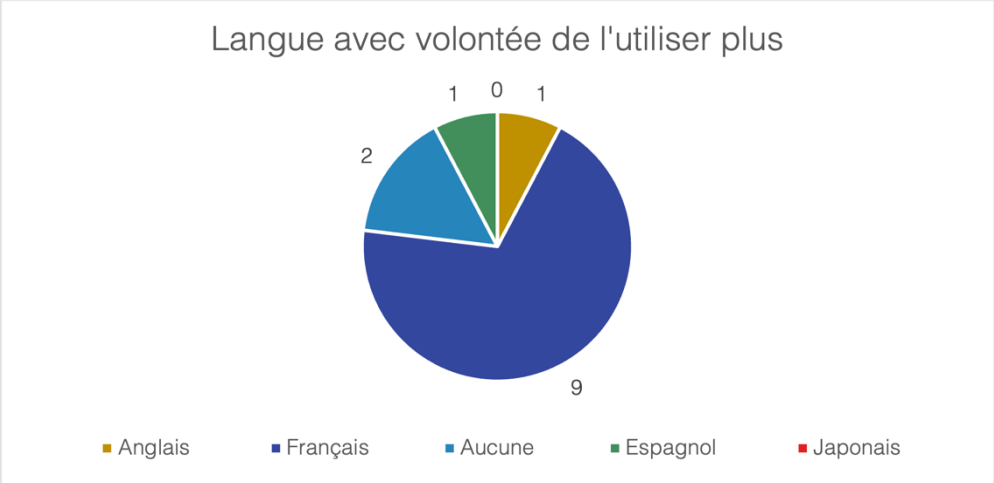
Donnée traitée - Orientation Nationale	
Pays représenté	**Quels sont les grands thèmes sur lesquels votre organisation nationale travaille ? (emploi, éducation, social, environnement...)**
Cameroun	Entrepreneuriat - Emploi - Développement Durable - Santé - Education
Liban	Économie - Éducation - Santé
Mali	Emploi - Entrepreneuriat - Éducation - Santé - Développement Durable
Ile Maurice	Développement Durable - Social - Education
JCI Belgium	Collaboration Internationale - Networking
JCI Luxembourg	Entrepreneuriat - Environnement - Collaboration Internationale - Égalité des chances
France	Développement durable - Civisme - Formation
Suisse	Formation - Civisme - Développement Durable - Collaboration Internationale - Recrutement
CONGO	Éducation - Développement Durable
Monaco	Éducation - Économie - Networking - Entrepreneuriat
RDCongo	Social - Développement Durable - Technologie
Maroc	Emploi - Entrepreneuriat - Éducation
Niger	Emploi - Industrialisation - Social

Education
Internationale
Collaboration
Emploi
Social
Entrepreneuriat
Recrutement
Technologie
Environnement
Civisme
Emplo
Éducation
International
Industrialisation
Formation
Santé
Networking
Économie
Égalité


Quelle est l'importance de l'implication internationale pour votre organisation ? (collaboration et participation aux événements internationaux)
Moyenne
7,076923077
Niger
4
Maroc
10
République Démocratique du Congo
4
Monaco
7
CONGO
4
Suisse
8
France
10
Luxembourg
10
Belgium
8
Ile Maurice
8
Mali
7
Liban
8
Cameroun
4
0
2
4
6
8
10
12

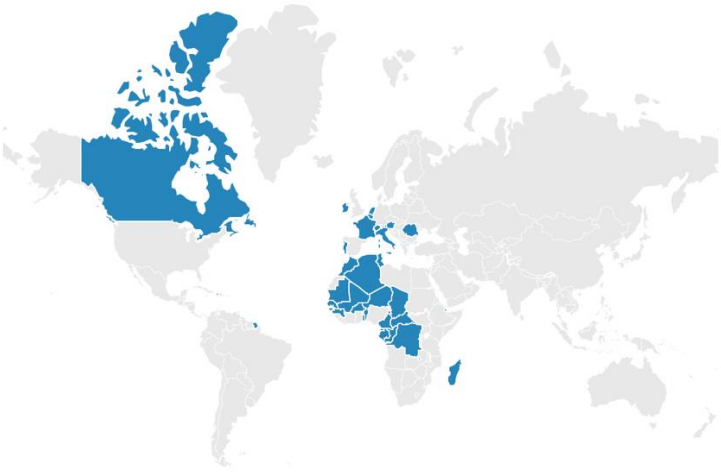

Langue utilisée pour les échanges internationaux
0
2
11
Anglais
Français
Aucune
Espagnol
Japonais


Langue avec volontée de l'utiliser moins
0
3
1
8
Anglais
Français
Aucune
Espagnol
Japonais

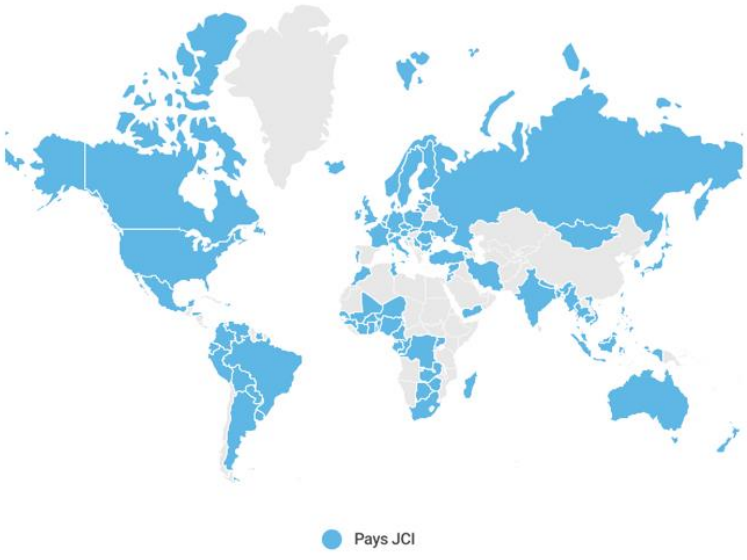

Langue avec volontée de l'utiliser plus
1
0
1
2
9
Anglais
Français
Aucune
Espagnol
Japonais

Quelques cartes

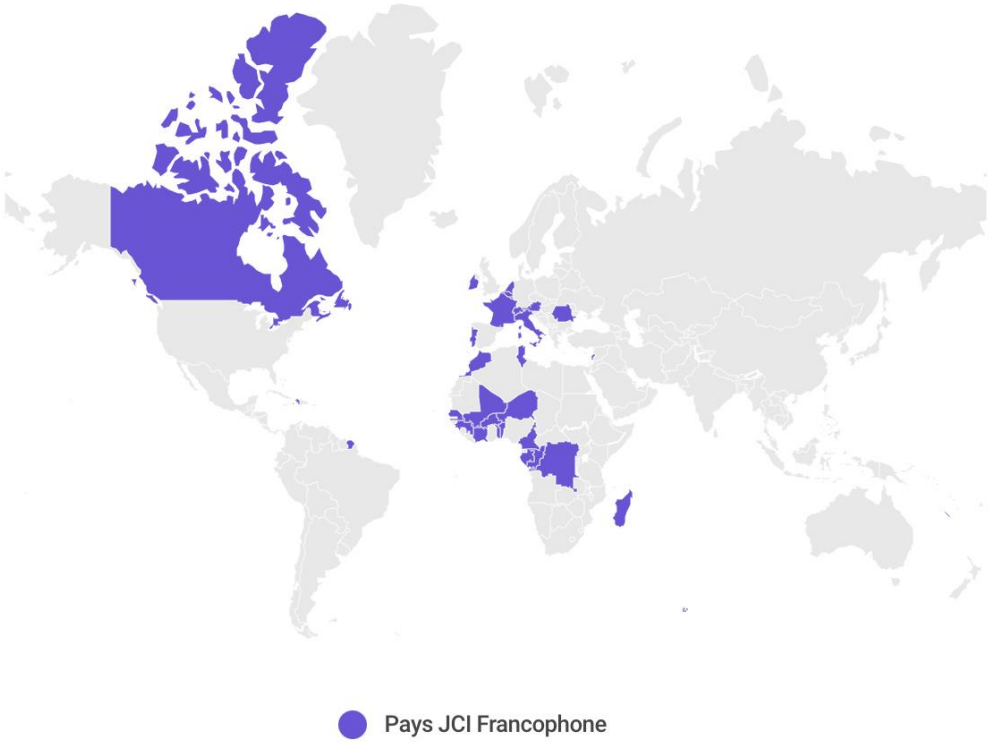
Les pays francophones de l'Univers JCI



Les pays de l'Univers JCI



Les pays francophones de l'Univers JCI



Merci d'avoir consulté ce document, nous espérons que votre lecture a été inspirante !

JCEF 2023